Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

sommaire n°58

MENSUEL FEVRIER 1979
3ff / 30fb / 2fs / 0.70cts can.

iran

APRES LE DEPART DU SHAH: QU'EST-CE QUI ATTEND LA CLASSE OUVRIERE ?

• Le temps des énormes défilés qui pouvaient regrouper à Téhéran dans une même foule des femmes en manteau de vison et des sans-travail des bidonvilles, des sorciers chiites et des ouvriers de l'industrie, ce temps-là touche à sa fin. Le shah est parti, et avec lui les bases de cette "union populaire" qui masquait derrière des portraits d'ayatollahs les véritables antagonismes qui, en Iran comme dans le monde entier, déchirent la société.

Quels que soient les résultats des tentatives de la bourgeoisie iranienne pour former un "gouvernement d'union nationale", une chose est claire et certaine.

Les nantis de la société iranienne savent désormais que la principale force du mouvement qui a fait tomber le shah, c'est la classe ouvrière. Ils ont appris à connaître cette force et» par là même, ils ont appris à la craindre. De Tehrani -"l'éminent'*représentant de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie iranienne qui est venu se dégonfler solennellement à Paris devant le gourou Khomeiny- à Bakhtiar, le point mort où se rencontrent toutes les forces antagonistes de la classe dominante iranienne, de "l'extrémiste" Khomeiny au général que la presse dénonce comme "le boucher de Téhéran"(responsable du massacre du 8 septembre) et au parti Tudeh prosoviétique efsympathisanfde Khomeiny, tous ceux qui vivent essentiellement du travail et du sang des exploités iraniens n'ont actuellement d'autre priorité que de remettre au travail la classe ouvrière qui a paralysé toutes leurs usines et de faire rentrer dans leurs bidonvilles les millions de sans-travail, qui ont saccagé et mis à sac leurs banques et leurs bureaux.

Pour la classe ouvrière, tout comme pour les sans-travail de ce pays, pour ceux qui ont depuis un an payé de la mort de près 10 000 d'entre eux le départ du grotesque monarque, il n'est désormais de pire danger que celui d'entretenir la moindre illusion sur la possibilité de trouver dans l'une quelconque des fractions de la classe dominante un allié, même provisoire. Les politiciens ou religieux qui se sont déclarés leurs frères de race ou de foi, ne faisaient que se servir de leur colère et de leur force pour mieux affronter les fractions bourgeoises rivales.

Les exploités iraniens marcheraient au suicide s'ils croyaient qu'en appuyant des fractions bourgeoises qui semblent momentanément s'opposer à l'armée, ils pourraient se prévenir de la répression militaire et policière. Face aux exploités, tous les exploiteurs ont les mêmes intérêts.

Il faut retenir la leçon de l'Espagne 36,confirmée encore au Chili. Le massacre des ouvriers espagnols par Franco fut préparé par les républicains qui ont désarmé les ouvriers en les appelant à avoir confiance dans l'armée de l'Etat républicain. C'est Allende qui fit applaudir par un meeting monstre convoqué par lui au lendemain du coup d'Etat échoué du palais de la Moneda le nom des officiers restés fidèles à la"république démocratique": parmi eux, Pinochet. Il faut se méfier tout autant de celui qui frappe que de celui qui désarme auparavant. Il faut combattre tout autant les officiers de l'armée iranienne que l'ayatollah qui déclarait, 24 heures après le départ du

(suite page 4)

france

REGIONALISATION OU GENERALISATION DES LUTTES OUVRIERES

• Fin 1978, début 79, deux certitudes : une : les ouvriers licenciés aujourd'hui ne trouveront pas du travail demain, deux : la répression pour ceux qui réagissent. Un peu partout ont lieu épiso-diquement des incidents au cours de manifestations et actions locales où il y a parfois trop de monde au gré des syndicats et ce malgré leur volonté évidente de contenir le mécontentement. Les mesures d'austérité et la répression policière entraînent la colère ouvrière grosse d'orages futurs, mais en même temps les travailleurs ressentent une absence de perspectives dans le battage régional éclectique des syndicats ; beaucoup défilent encore derrière les mots d'ordre bourgeois : "vivre au pays" "fabriquons français", sous de vains S.O.S., avec des affiches montrant un sidérurgiste portant la croix de lorraine, avec le drapeau tricolore en arrière-fond.. .Le programme commun ayant fait long feu dans les querelles des uns et des autres, en l'absence de foire électorale, la gauche de la bourgeoisie est faible en moyens pour voiler la dure réalité, mais les illusions sur les élus et les syndicats sont encore grandes.

Jour après jour dans toutes les industries sont annoncés de nouveaux licenciements. En réponse à cela,syndicats et partis de gauche organisent des grèves régionales ou par profession, des "journées portes ouvertes", "ville morte " ou plutôt "en lutte" (selon Rouge), blocage du réseau routier, occupations symboliques...A Denain, Longwy, Saint-Nazaire comme hier à Marseille, les élus locaux précèdent les défilés pour redorer le blason des institutions de l'Etat bourgeois ; chaque député ou élu local ne sera-t-il pas reçu par le président pour envisager ensemble des restructurations ? Même si Giscard avait promis à Metz en 1975 d'apporter"tous les concours utiles", même si aucune promesse n'a été tenue, même si l'aggravation du chômage,de doute s'est mué en certitude.

Les incidents particuliers, locaux et fortuits et non d'après un plan préconçu qui ont lieu à l'heure actuelle sont une réponse encore faible de la classe ouvrière ; la presse cherche à les minimiser, surtout lorsqu'il s'agit d'accrochage des ouvriers avec les services d'ordre syndicaux ! Tout peut être prétexte à incidents, comme la panne de courant-austérité à Saint-Nazaire, Fpisode révélateur que celui de Saint-Chamond par exemple où, après 18 mois d'une occupation impuissante de l'entreprise de velours J.B. Martin, encadrée par les syndicats faisant espérer un nouveau patron fictif, français plutôt qu'allemand, l'Etat giscardien croit pouvoir faire expulser le piquet de grève sans crainte de réaction oar ses flics suivis de molosses et des hommes de main de 1'ex-commissaire Javilliey. Dans la poudrière de misère actuelle, la provocation et la collusion de la pègre et de la justice officielle feront affluer vers l'usine 3Û00 à 5000 prolétaires de la région pour en déloger les vigiles et les flics, ceux-là même qui ratonnent contre les foyers d'ouvriers immigrés. Aux côtés de la police, CGT et CFDT feront alors"!e coup de poing"(Le Monde du 24/12/78) contre les ouvriers pour dégager les mercenaires. Ne pouvant se désolidariser ouvertement de cette réaction de colère des prolétaires, élus et syndicats s'ingénieront à dédramatiser la situation; la CFDT ne déclarait-t-elle pas : "Nous aurions dans cette affaire subi les CRS à contre-coeur. C'est la police de l'Etat. Mais les milices patronales avec leurs chiens. JAMAIS!". Bon gré, mal gré,les syndicalistes acceptent que les ouvriers grévistes soient tabassés par la police officielle^pas par les vigiles, tout en faisant eux-mêmes le service d'ordre complémentaire! Vous voyez la différence ? Il n'y en a AUCUNE! Les syndicats sont du côté de l'ordre capitaliste et les argents défenseurs du renforcement de la police. Car(enfin !) c'est la police de l'Etat qui a précédé les hommes de main, et quand bien même cela aurait été le contraire, ils avaient tous la "légalité" pour eux. On montre du doigt les vigiles pour qu'ils servent d'exutoire à un moment particulier, mais IL N'Y A PAS QU'EUX, ce ne sont que les exécutants d'un système plus complexe où élus toutes catégories (PC, PS,et RPR) et syndicats servent de relais à l'Etat parce que, comme le dit compère Jéguy," il faut faire quelque chose" : faire des promesses électorales quand c'est la période, prometttra de trouver un patron (LIP) gr£ce à des actions ponctuelles " spectaculaires", obtenir le soutien financier de l'Etat (sidérurgie) -, mais surtout ouvrir des négociations interminables pour "calmer les esprits". Les syndicats se divisent entre eux sur les modalités "d'action" quand ils ne s'unissent pas avec les élus locaux toujours pour mieux fractionner les luttes paquet par paquet et en leur donnant des objectifs nationalistes ou régionalistes.

Devant tant de dispersion, au milieu d'actions folkloriques où transparaissent quelques petits incidents révélateurs, où en sont les grèves "sérieuses" ? Où en sont les luttes » Thionville, à Boulogne s/Mer, que les syndicats parlaient de continuer et d'amplifier ?

Ce qui a continué, c'est la division des ouvriers "régionalisés", ce qui s'est amplifié c'est la démoralisation à Marseille, à Fos, l'impuissance à

(suite page 2)

grande-bretagne

LA FIN DE LA "PAIX SOCIALE"

A la fin des années 60, les premiers soulèvements de la classe ouvrière contre la crise ont mis le feu à tout le monde industrialisé ; ceux-ci étaient marqués surtout par :
- une inexpérience de la classe ouvrière, la mémoire de sa propre histoire et ses ***organisations politiques perdues*** *dans la défaite des années 20 ;*
- l'étonnement général de la bourgeoisie qui avait pensé son vieil ennemi battu à jamais.

La classe ouvrière, donc, a livré le combat avec un élan débordant, mais hésitait à aller jusqu'au bout dans sa confrontation avec l'Etat bourgeois. La bourgeoisie, elle, a pu gagner du temps pour remanier ses forces et a fait tout pour dévoyer le prolétariat de ses luttes et lui imposer une politique d'austérité Mais, même si elle a en partie réussi, notamment avec le concours des partis de gauche, à démoraliser les ouvriers* Mais, même si cette politique a eu un certain succès, amenant à un reflux de la lutte de classe, les grèves récentes des hospitaliers en Italie, des métallos en Allemagne, des mineurs aux Etats-Unis, les nouvelles vivifiantes de l'Angleterre, aussi bien que les grèves à Renault et l'effervescence permanente parmi les postiers et les cheminots en France, montrent à tous ceux qui veulent le voir que ce reflux n'est que temporaire : nous voyons dans ces surgissements les premiers signes que cette brève période de calme social tire à sa fin.*

• Les caractéristiques des années suivant les explosions de 68 à 74 ont été déterminées surtout par :
- pour la bourgeoisie, la mise en avant de ses fractions de gauche et le renforcement de 1'Etat ;
- pour les ouvriers, une certaine hésitation face à l'approfondissement de la crise et les mensonges dévoyants de la propagande bourgeoise.

La "gauche au pouvoir" et la "défense de la démocratie" sont les deux grands slogans de la bourgeoisie ces cinq ou six dernières années. La chute des régimes franquiste et salazariste et leur remplacement par des équipes de centre-gauche sont parmi les exemples les plus frappants. L'Angleterre est significative pour les ouvriers partout dans le monde, où le parti "travailliste" (c'est vrai, en fait -les ouvriers anglais qui n'ont pas perdu leur emploi travaillent plus que jamais) a réussi à instaurer des"ccntrats sociaux",les uns plus vicieux que les autres , et, partout, la bourgeoisie redonne aux syndicats une prise plus forte sur la classe; en Angleterre, avec l'extension du système "closed-shop"(l),en Espagne avec l'élection obligatoire des délégués d'atelier, ou aux USA, où Carter utilise la série de lois Taft-hart-~ey (?)pour étendre la syndicalisation aux régions arriérées et pour menacer les mineurs en grève avec la militarisation effective des mines.

LA REPRISE PROLETARIENNE

Mais toutes les incantations de la bourgeoisie n'ont pas pu mettre fin à

(suite page 5)

R.P.R., P.C., U.D.F., P.S., LEUR CRISE !...

• "Stalinien invétéré", "social-traitre de carrière", "suppôt du parti de 1'étranger"(sous-entendre allemand), "vieille croûte de l'union de la gauche", "usurpateur de l'héritage gaullien"... ce ne sont pas les mots exacts mais leur contenu dévoilé : les chefs des clans politiques de la bourgeoisie française se sont adressé de fameux bons voeux pour 1979. D'"appel de Cochin" en conférence de presse agressifs de Chirac contre Giscard et l'UDF ; de tirades venimeuses de Marchais à destination du PS en répliques fielleuses de Mitterrand contre l'expartenaire de programme commun, le PC; de désaveu par les "barons" du RPR (Peyrefitte, Guichard, Sanguinetti -voir Debré) de Chirac en contestation de la direction du PS par Rocard, Mauroy,et Cie , jusqu'aux rebiffades d'un CDS (composante de l'UDF) contre le carcan du PR ; des tribulations d'un MRG, qui fait intervenir la Justice pour trancher ses démêlés internes, aux déboires d'un CERES menacé de fractionnement,sur l'aile gauche du PS, et jusqu'à la très trotskyste LCR en quête d'une majorité à son congrès de fin janvier, la chronique des potins bourgeois a dépeint ces deux derniers mois, entre ses lignes, le tableau d'un corps politique tout entier saisi, jusqu'à ses plus extrêmes ramifications par les convulsions du haut mal capitaliste. Un parti aussi solidement charpenté sur d'énormes masses militantes et monolithique que le PCF n'est pas même capable de s'y soustraire.

A.l'heure où déroute économique, accentuation des tensions impérialistes, pourrissement des conditions de vie et des rapports sociaux convergent en une seule et même crise générale du système capitaliste, la question de la crise politique n'est sûrement pas, en tout cas, à examiner dans le cadre étriqué de la politologie bourgeoise, dans les confins d'une visions moralisante qui ne sait observer dans l'agitation de l'appareil politique que conflits de carriéristes et aléas de la course au pouvoir; vision commune chez les journalistes et d'autant moins innocente que les journalistes (à "Rouge", "LO", etc.) sont gauchistes et pourfendeurs en phrases du capitalisme.

Il n'est que trop juste pour une classe ouvrière contrainte de défendre pied à pied son vivre et son devenir contre les agressions du capitalisme qu'elle oppose à ce jeu très bourgeois une parfaite indifférence politique. Et cela d'autant mieux que les sirènes du programme commun ne sont plus en mesure de la fixer aujourd'hui sur un terrain parlementaire pourri, que la lutte même du prolétariat lui fait de plus en plus considérer comme étranger à ses intérêts. Cette indifférence-là, nous la reconnaissons comme l'une des conditions préalables au développement de leur conscience de classe par les ouvriers.

Néanmoins, c'est parce que le prolétariat devra, s'il veut mettre un véritable terme au régime de souffrances sans cesse plus inhumaines que lui impose le capitalisme en crise, détruire l'Etat bourgeois, au bout de sa lutte contre l'austérité, le chômage et l'embrigadement à la guerre, qu'il lui importe de saisir, dans l'éclatement de des contradictions internes de la bourgeoisie, la faiblesse politique favorable à son avancée, revendicatrice aujourd'hui, ainsi que les camionneurs anglais et les travailleurs de Lorraine, en montrent le chemin, révolutionnaire demain.

LES SABLES MOUVANTS D'UNE CRISE

Une première chose frappe dans le constat brut de la situation politique actuelle, c'est la rigoureuse symétrie de ses mouvements convulsifs. Au clivage qui s'opère à l'intérieur du PS entre le groupe Rocard et le rapprochement Mitterrand-CERES, notamment quant à l'attitude par rapport au PC, correspond au RPR la tension entre un clan Chirac-"bande des quatre" (Guéna, Pasqua, etc.) et un certain pôle de regroupement constitué par des gens comme Chaban-Delmas et Guichard plus enclins à composer avec Giscard. De la même façon, à la tendance à la marginalisation du PCF qu'on remarque sur la gauche de l'échiquier parlementaire fait pendant, à droite, une mise en périphérie du RPR. Nous avons de plus un bouclage de l'ensemble du jeu politique sur lui-même quand on remarque' les clins d'oeil de chauvinisme nationaliste qu'on s'adresse mutuellement entre RPR et PC d'une part, et, d'autre part, 1'identique adhésion au "réalisme" gouvernemental à laquelle on appelle à l'UDF aussi bien qu'au PS, telle que les récents entretiens entre Mauroy et Giscard (à propos de la situation du Nord-Pas-de-Calais) en portent le significatif témoignage.

Ainsi se vérifie l'analyse de perspectives que nous faisions après mars 1978 : le pôle de gravité de la vie politique bourgeoise tend à se déplacer vers un centre dont le PS assurerait la solidité. Toutes les distorsions des alliances partisanes classiques depuis 20 ans de cinquième république, la querelle Chirac-"giscardiens'la dispute entre Rocard et Mitterrand sur l'opportunité de poursuivre une stratégie d'"union de la gauche" désignent bien ce centre UDF/PS comme le point de chute du champ de forces de l'appareil politique de la bourgeoisie française.

Cette donnée objective fait que la crise, identique sous son aspect politicien, n'a pas la même tonalité au RPR qu'au PS : à droite de l'UDF, les problèmes du RPR expriment une fin de règne politique ; à sa gauche, les dissensions dans le PS sont le tribut payé par un parti projeté vers un rôle gouvernemental à sa longue carrière dans l'opposition.

La solution "centre-gauche" est en tout cas celle qui s'adapte le mieux aux exigences du capTtal national, en France et ailleurs (voir l'Italie, l'Espagne, la RFA, etc.). Celles-ci se posent à un triple niveau :

- la rationalisation interne par une intervention étatique accrue ;
- l'indispensable intégration au bloc des capitalismes occidentaux (ce qui disqualifie le PC et le RPR,peu enclins à composer avec les USA);
- la question du danger prolétarien par rapport à la crise (ce qui impose la présence d'un parti de mystification "ouvrier" à la direction nationale.

La crise politique enFrance n'a pas d'explication plus fondamentale que l'extrême difficulté de la bourgeoisie à mettre en place une équipe de pouvoir capable de prendre en compte à la fois ces trois exigences.

Cette difficulté a deux raisons objectives principales pour la France :

- le poids d'anachronismes sociaux fortement représentés au gouvernement par le RPR;
- la pesanteur sociologique acquise par le jeu institutionnel depuis la guerre d'Algérie.

Par ailleurs, on retrouve la donnée généralement valable pour toutes les fractions nationales de la bourgeoisie mondiale, à savoir que cette classe dominée par son propre système économique et social, ne peut jamais directement résoudre en réponses adéquates les problèmes qui se posent à elle

Il est certain que l'inaptitude prolongée de la bourgeoisie française à adopter les dispositions les plus conformes aux intérêts du capital national sn dérive accroît la détresse de celui-ci et aiguise la crise politique. C'est d'autre part parce que le traitement de la crise par chaque capital national ne peut plus se faire que dans le cadre international que le facteur de politique extérieure pèse partout d'un poids de plus en plus pressant sur la crise de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'en France la question du Parlement Européen et du Marché Commun est au centre des querelles intestines de la classe dominante. La partie qui se joue là-dessous entre PC-RPR d'une part, par principe farouchement hostiles à l'abandon par le capital français de ses prérogatives nationales, et de l'autre côté UDF-PS, *h* divers degrés acquis à 1'"atlantisme" pro-américain, est assurément essentiel pour le capitalisme français, car seule, à cette heure de la crise, sa plus grande intégration au bloc occidental -via T"Europe" et le "Marché Commun"- représente une garantie de survie non seulement au plan impérialiste et militaire mais encore au niveau économique. La bourgeoisie française ne peut plus se permettre de laisser ce problème sans arbitrage gouvernemental. Pas plus qu'elle ne peut s'autoriser à repousser la question du prolétariat au second plan. Le temps où elle pouvait de ce côté profiter du chloroforme électoral et du programme commun pour pousser ses mesures d'austérité anti-ouvrières semble révolu depuis les grèves de l'automne et la vague de lutte qui commence à se développer sur la France, avec la Lorraine en figure d'épouvantail pour la bourgeoisie. L'"Europe" ayant de toute évidence une faible incidence mystificatrice sur la classe ouvrière, et les "présidentielles" étant encore loin, l'éclatement de l'union de la gauche commande d'urgence la reconstitution du rempart défensif de la bourgeoisie ;ontre une marée prolétarienne en train de remonter.

ET LE PROLETARIAT?

Coincée entre, d'une part ses propres contradictions internes,et de l'autre côté.par un regain d'une combativité ouvrière que les syndicats ont de plus en plus de mal à freiner, l'appareil politique bourgeois s'achemine de la sorte vers un point d'explosion que la véhémence présente du "dialogue" entre ses hommes de pouvoir profile.

Ce que traduit l'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie, c'est l'approfondissement de la crise du soubassement même de la société : son économie. C'est en ce sens que, quel que soit le poids des rivalités et des ambitions personnelles, on ne peut réduire à celles-ci les affrontements actuels entre politiciens et clans.

Cette crise économique n'a pas d'issue, elle sera de plus en plus violente et, malgré les arrangements et equilibres temporaires que les diverses fractions du capital réussiront à mettre en place, ses répercussions dans la sphère politique de la société seront également de plus en plus convulsives. Il est probable que l'alliance entre le centre et le PSfinira par se réaliser malgré les combats d'arrière-garde d'un RPR,

(suite page 4)

DES REGIONS SINISTREES AUJOURD'HUI... LA DESTRUCTION DU CAPITALISME DEMAIN.

• La Dourgeoisie est affolée... et on la comprend ! Régulièrement ses organes d'information à usage interne tirent la sonnette d'alarme : "Le Premier ministre est...très inquiet de ce "vide" qui est en train de se créer dans certaines régions touchées par la crise. Les pouvoirs publics ont de plus en plus de mal à trouver des interlocuteurs, tout au moins des interlocuteurs représentatifs, acceptés par les populations. Les syndicats eux-mêmes ont des difficultés à conserver leurs adhérents.Dans une telle situation, les événements peuvent rapidement devenir incontrôlables. un incident peut dégénérer en émeute". ("La lettre de l'Expansion", 22/1/79).

Nord, Lorraine, Nantes-St Nazaire, Midi, de plus en plus on parle de régions "sinistrées", celles où la situation catastrophique des industries navales et de la sidérurgie provoque un chômage de plus en plus intolérable et une chute vertigineuse du niveau de vie des travailleurs (les implantations industrielles destinées à "compenser" les fermetures d'usines payent des salaires jusqu'à 30 % plus bas !).La classe ouvrière de ces régions oscille entre la détresse et le désarroi les plus profonds et la rage comme on a pu le voir à Denain où les perceptions ont été mises à sac. En Lorraine et dans le Nord, les syndicats essayent de défouler le mécontentement des ouvriers en les promenant d'occupations en blocages de carrefours et en leur servant une "journée d'action de la métallurgie" pour la mi-février. Mais les mots d'ordre syndicaux ont de moins en moins de succès et provoquent souvent des réactions de rejet : "A quoi ça ressemble, ils vont nous cisailler les pattes en nous parachutant une grève de 24 heures, une nouvelle manif promenade sans lendemain. 20 000 emplois sont dans la balance et on continue à jouer les enfants de coeur. C'est pas sérieux.

C'est un coup des fédés pour apparaître comme prenant des initiatives. Pour proposer une fois de plus des négociations tripartites, mais sur quoi veulent-ils négocier ? Une négociation ne peut se faire que sur notre dos" déclare un ouvrier de Longwy ("Libération" du 27 janvier 79).

Et c'est cette désaffection à l'égard des syndicats que craint le plus la bourgeoisie car elle indique un affaiblissement de son dernier rempart face aux explosions ouvrières. Là-dessus, elle est très claire : "Les pré préfets ont ...adressé au gouvernement des rapports alarmants... Les responsables syndicaux font la même analyse que les préfets et s'efforcent de ne pa pas perdre complètement le contrôle de la situation. C'est pour renforcer leur position que Barre leur écrit, pour leu leur proposer des discussions élargies, et non pas limitées aux seuls problèmes de licenciements". ("Lettre de l'Expansion", ibid).

Pour l'heure, rè désarroi des travailleurs qui, pendant des années ont cru au programme commun et aux discours lénifiants que leur tenaient les syndicats sur la possibilité "d'une solution industrielle et nationale aux problèmes de la navale et de la sidérurgie" ne s'est pas transformé encore en volonté de lutte ouverte contre le capitalisme. La perte de leurs illusions les laisse surtout désorientés, mais cette désorientation elle-même est un indice positif car elle montre que les voies sans issue que leur proposent gauche et syndicat les attirent de moins en moins et sont donc de moins en moins aptes à canaliser leur mécontentement.

De la même façon que l'effondrement des industries navales et de la sidérurgie,parce qu'il touche les secteurs les plus significatifs de l'économie mmoderne (de par la réduction du commerce et

(suite page 3)

GENERALISATION REGIONALISATION

(suite de la page 1)

Besançon, à Longwy et comme cela dans chaque agglomération ouvrière importante. Serait-ce parce que la lutte de classe serait mal.menée par les syndicats ? En réalité,les prolétaires sont las des grèves syndicales , des opérations ville morte, des manifestations enterrées, de toutes ces actions sans efficacité qu'ils ne contrôlent pas. Dans un premier temps se manifeste une désaffection croissante pour tous les syndicats, qui perdent de nombreux adhérents (et ceux devenus étrangers à l'entreprise : les chômeurs !), même si des gauchistes exaltent l'unité syndicale ou invoquent une coordination nationale des bureaucrates. Cette désaffection se traduit aussi dans les incidents locaux où les ouvriers sont amenés à comprendre de plus en plus qu'élus et bureaucrates sont des faux-amis, faux-communistes, faux-socialistes ; souvent il vaut mieux avoir affaire à un ennemi déclaré qu'à un traître qui se déguise. Désaffection relative vis-à-vis des organisations de gauche de la bourgeoisie, qui est bien sûr interprétée comme le signe d'un découragement de la classe ouvrière, de la peur du chômage. La presse dans son ensemble ne nous clame-t-elle pas que les ouvriers se méfient les uns des autres dans l'attente de la "prochaine charrette" ! Cela est répété à satiété comme pour mieux convaincre la classe ouvrière de ce qu'elle serait incapable de réagir, de ce qu'elle ne pourrait que s'en remettre aux restructurations prévues sous prétexte qu' il vaut mieux peu que rien : les aides promises à nouveau par Barre s'étalent sur des années, 925 emplois pour la Lorraine alors qu'il en faudrait 53 *000*, 6 *000* pour le Pas-de-Calais au lieu de 110 000, comme les promesses passées (Chrysler, Vallourec), ces échantillons de décentralisation du chômage sont si ridicules qu'ils ne peuvent qu'engendrer l'explosion sociale, aucune illusion ! Licencié aujourd'hui, tu seras sans travail demain !

Les travailleurs dans toutes les régions sont touchés par l'austérité. Ce n'est pas"la mise à mort du Valenciennois ou de la Meurthe-et-Moselle^ qui se prépare mais la mise au pas de la classe ouvrière, même si d'autres couches de la population sont concernées. Si les travailleurs ne réagissent pas en s'organisant eux-mêmes contre toutes les maffias de l'Etat, c'est ici comme ailleurs encore plus de chômage qui nous attend.

Mais les luttes prolétariennes dans les autres pays nous montrent que la classe ouvrière en France n'est pas seule et que, contre toute impasse nationale à la lutte de classe, la seule perspective, c'est la perspective révolutionnaire. Contre l'étouffement des grèves dans le cadre régional, contre les licenciements, les prolétaires n'ont pour seule ressource que de paralyser la production dans les usines, d'étendre la lutte hors des murs de chaque usine.

L'unité ne se retrouvera que par la lutte, ouvriers-chômeurs et ouvriers employés devront se regrouper, coordonner les organisations qu'ils créeront même s'ils doivent réapprendre à lutter tous ensemble, réapprendre à se méfier des élus et syndicats dans les faits contre eux. Seule une telle extension de la lutte dont on commence à peine à voir aujourd'hui les toutes premières manifestations permettra à la classe ouvrière de donner la mesure de sa vraie force.

J.L.

campagne pour les 35 heures

COMMENT DEGUISER LE CHOMAGE

Chaque jour qui passe nous amène son cortège de licenciements. Partout dans le monde, le chômage ne cesse de grandir, rien que pour les pays de l'OCDE, ce sont 18 millions de travailleurs qui se retrouvent sans emploi (en France, le nombre de chômeurs s'est accrue de 12 % en un an). Face au mécontentement et à la tension sociale qui ne cessent de s'accroître, l'ensemble de la gauche : socialistes, staliniens et gauchistes nous proposent une panacée, un nouveau remède miracle aux effets catastrophiques de la crise mondiale du capital : les 35 heures.

Depuis toujours, la classe ouvrière a lutté pour imposer à la bourgeoisie une diminution du temps de travail. En effet, quel ouvrier peut être contre la réduction du temps passé dans l'enfer de la production capitaliste, de l'exploitation? Pourtant, comme naguère avec les 40 heures de 1936, aujourd'hui encore derrière la carotte des 35 heures, c'est le bâton d'une austérité accrue, d'une mise au pas du prolétariat que tente d'asséner la bourgeoisie.

• La lutte pour la diminution de la durée de la journée de travail, pour la diminution du temps passé sous les fers de l'exploitation capitaliste a toujours été un axe central du combat de la classe ouvrière. La deuxième moitié du 19ème siècle a été marquée par une réduction remarquable de la journée de travail qui passe dans certains secteurs de plus de 15 heures à moins de 10 heures.

En Grande-Bretagne,dès 1848, le travail est légalement limité à près de 10 heures et la lutte pour les 8 heures est déjà au centre des préoccupations du programme minimum de la 2ème Internationale après 1884.

C'est l'ensemble de la classe qui se mobilise derrière le mot d'ordre des huit heures, c'est une lutte tenace et déterminée qui est menée par le prolétariat pour faire céder la bourgeoisie sur cette revendication..

Les événements du 1er mai 1888 à Chicago, où la provocation étatique vafaire verser le sang des martyrs ouvriers qui luttaient pour les 8 heures, vont marquer, après 1889, le 1er mai comme symbole de la lutte pour les 8 heures.

Finalement, c'est pendant la vague révolutionnaire de l'après-guerre qui commence en 1917 que la bourgeoisie^ obligée de jeter du lest,accorde les 8 heures, dans certains pays (cf. l'article.-"La social-démocratie ,chien sanglant de la bourgeoisie" dans ce numéro) pour tenter de freiner et de diviser la classe ouvrière qui tente de faire sa révolution.

UNE JOURNEE DE TRAVAIL QUI NE DIMINUE PAS

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Dans la grande industrie, c'est toujours à plus de 40 heures d'une exploitation de plus en plus forcenée que sont soumis les ouvriers. Depuis le début du siècle il n'y a pas eu de diminution réelle du temps de travail. Les fameuses 40 heures "accordées" en 1936 par le gouvernement du Front Populaire n'ont jamais réellement été appliquées, ont été officiellement remises en cause par le second gouvernement Blum dès 1938, et complètement oubliées par le gouvernement d'union nationale qui sort de la guerre mondiale en 1945 et pour lequel le mot d'ordre du PCF est : "Un seul devoir : produire !" Il s'agissait de reconstruire la "France éternelle", n'est-ce pas !

Entré avec la guerre de 1914-18 dans sa phase de décadence, le capitalisme est en crise permanente et n'a plus rien de progressif du point de vue des intérêts de l'humanité. Il n'a plus rien à accorder et la stagnation de la durée hebdomadaire de travail autour de 40 heures depuis la première guerre mondiale en est la claire expression.

Quelle différence entre les luttes menées naguère par la classe ouvrière, quand celle-ci a imposé par sa déterminationa la diminution réelle de la journée de travail à la bourgeoisie, et la duperie des 40 heures en 1936 ! En 1936, c'est une classe mystifiée, qui défile derrière le drapeau national, qui croit au Front Populaire, qui croit que la défense des intérêts ouvriers est celle de l'intérêt national, qui prend sa pire défaite pour une victoire. Derrière la soi-disant victoire ouvrière, de la loi des 40 heures (jamais réellement appliquée sinon pour masquer le chômage) la bourgeoisie fait passer son programme d'austérité. Pendant que la classe ouvrière est toute illusionnée de ses fausses victoires de 36, c'est la guerre de 39 qui se prépare.

Confrontée au même.problème 40 ans plus tard : la crise économique mondiale, la bourgeoisie essaie une nouvelle fois d'utiliser les mêmes tours de passe-passe. La campagne pour l'abaissement de la durée de travail hebdomadaire à 35 heures prend de plus en plus d'importance, se développant même au niveau international : Belgique, RFA, France, etc.

Il est significatif de voir comment se développe cette campagne. Correspond-elle à une mobilisation massive de la classe ouvrière, dans la continuité des mouvements de la fin du XIXème siècle pour la réduction de la journée de travail ? Certainement pas. Il y a peu essentiellement défendu par les différentes variétés gauchistes, ce type de revendication est aujourd'hui, mis en avant par de larges secteurs de la bourgeoisie. En France, le PS, le PC avec les syndicats sont en train d'en faire leur nouveau cheval de bataille, et le gouvernement giscardien lui-même est intéressé. En RFA, c'est le gouvernement social-démocrate de Schmidt qui va en faire le thème central de sa campagne pour les élections européennes !!! Ce ne sont pas les travailleurs qui, dans leurs luttes, ont mis cette revendication en avant, mais les fractions de gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie : la grève des sidérurgistes de la Ruhr est à cet égard significative; partie sur des revendications sur les conditions de travail, le chômage, etc., les syndicats l'ont dévoyée en en faisant le fer de lance de la campagne pour les 35 heures en Allemagne, de la même manière qu'en France aujourd'hui, sur leur liste de revendications parachutées,les syndicats rajoutent aujourd'hui la revendication des 35 heures.

LA MYSTIFICATION DES 35 h.

Cette revendication est d'autant plus mystificatrice que diminuer le temps passé à se faire exploiter a toujours été un but des luttes de la classe ouvrière. Qui ne rêve de travailler moins, de perdre moins de temps dans l'enfer de la production ? En soi, aucun travailleur ne peut être contre la diminution de la journée de travail, en ce sens, la lutte pour travailler moins fait partie intégrante de la lutte du prolétariat pour défendre et améliorer ses conditions de vie.

Pourtant, comment se fait-il que cette revendication soit aujourd'hui mise en avant par la bourgeoisie elle-même au travers de ses partis et de ses syndicats ? Au moment où l'intérêt de la classe exploiteuse consiste à imposer une austérité croissante, à diminuer drastiqumeent le niveau de vie de la classe ouvrière, à quoi correspond la campagne pour les 35 heures orchestrée par la bourgeoisie ? La bourgeoisie deviendrait-elle généreuse ou y a-t-il anguille sous roche ?

La bourgeoisie est capable de diminuer radicalement la journée de travail, elle le fait de plus en plus^à sa manière : c'est le chômage, des millions d'ouvriers jetés sur le pavé, ayant tout leur temps mais rien pour le remplir, les loisirs aussi s'achètent.

C'est essentiellement par rapport au chômage que les 35 heures sont présentées comme la panacée, la solution miracle qui permettrait, sans léser les intérêts des travailleurs, de résorber ce mal qui, aujourd'hui, inquiète toutes les fractions de la classe dominante. En effet, le chômage croissant constitue un danger d'explosion sociale, et la "solution" des 35 heures consiste en fait à mieux répartir la misère entre tous, de manière à la rendre moins visible.

La perspective est claire lorsque Rocard pour le PS ou Maire pour la CFDT déclarent qu'il ne sera pas possible d'accorder les 35 heures sans diminution de salaire. Pour les travailleurs, qui voient leur niveau de vie rogné par l'inflation, il est déjà bien difficile de boucler les fins de mois, on voit bien dans cette situation ce que signifie une diminution des salaires. Le PCF et les gauchistes peuvent paraître plus radicaux en demandant la "semaine de 35 heures sans diminution de salaire", on sait ce que cela veut dire ; depuis 10 ans, les salaires n'ont pas diminué, pourtant le niveau de vie ne cesse de chuter. La classe dominante a de nombreux moyens de faire baisser le pouvoir d'achat sans toucher au salaire nominal. Le verbe est plus radical, mais, sur le fond, il n'y a pas de différence, que ce soit le PC, le PS, la CGT ou la CFDT, tous essaient de montrer que l'abaissement de la journée de travail serait une solution pour l'économie nationale, ils se situent en fait en bons gérants du capital national, et c'est à la classe ouvrière qu'on veut faire payer l'addition.

On veut nous faire croire que la semaine de 35 heures serait une bonne solution pour tous. Moins de chômage, plus de temps libre, etc., rien de plus faux. Si de telles mesures peuvent dans un premier temps freiner la courbe ascendante du chômage, la crise mondiale, elle, ne cesse de s'approfondir, créant par là les conditions d'une aggravation du chômage. Même les 35 heures ne seraient pas suffisantes pour résorber les 1 500 000 chômeurs en France. En fait, les 35 heures, c'est le chômage partiel pour ceux qui ne sont pas au chômage total.

Un des arguments les plus démagogiques utilisé est celui qui consiste à dire : "travailler moins, cela signifie plus de temps de loisir". On voit ce que signifie le loisir pour les millions de prolétaires qui ne travaillent pas , les chômeurs: loisir de chercher désespérément du travail, de compter l'argent qui manque pour boucler les fins de mois, loisir de crever de faim. Dans certains pays, la semaine de 35. heures existe déjà, par exemple, en URSS, que signifie-t-elle pour les travailleurs ? Le salaire n'est pas suffisant pour survivre, les travailleurs dans une très vaste proportion font donc une double journée, une de travail "normal" et une "au noir", ou "semi-officielle". La fameuse diminution de la journée de travail a signifié en fait travailler encore plus et une misère accrue.

Il n'est pas même évident que la bourgeoisie puisse réorganiser sa production en fonction d'une semaine de travail réduite, le fameux mythe des 40 heures du Front Populaire nous l'a amplement démontré. Les fameuses 35 heures d'aujourd'hui sont une carotte que les prolétaires n'auront même pas le temps de digérer avant de recevoir les coups de bâton d'une austérité accrue.

Le capitalisme décadent n'a plus rien à apporter à l'humanité, il ne peut plus rien concéder, pas même une diminution réelle du temps de travail. Dans la langue de la classe ouvrière, le chômage partiel institué ne s'est jamais appelé diminution du temps de travail, c'est pourtant ce qu'essaie de nous faire croire aujourd'hui la bourgeoisie.

oOo

Diminuer le temps passé à la production reste pour le prolétariat un but, comme il l'a été durant toute son histoire. Si cela fut concrètement possible lors de la période de plein développement du capitalisme, où,par sa lutte, la classe ouvrière déterminée a réussi à imposer cette réduction du temps d'exploitation à la bourgeoisie, aujourd'hui, 60 ans d'expérience nous montrent que le capitalisme n'a plus rien à apporter, même s'il prétend,sans lutte de la classe, lui offrir une meilleure situation. Ce que la bourgeoisie offre de bon coeur, c'est un peu plus de misère, jamais de meilleures conditions de vie au prolétariat. Cela est toujours vrai.

C'est parce que le capitalisme décadent ne peut plus rien apporter à l'humanité que les prolétaires, s'ils veulent réellement réduire le temps passé à produire la richesse sociale, ne pourront faire l'économie d'une révolution qui devra détruire les bases d'un système qui ne représente plus rien de: progressif pour l'humanité.

Depuis longtemps, travailler moins et produire plus apparaît techniquement possible ; Marx, déjà, à travers le développement des machines, posait la possibilité d'une automatisation qui émanciperait grandement l'homme des contraintes du travail. Mais, si cela apparaît comme techniquement possible, la réalisation de cette potentialité ne pourra se faire sans la destruction de l'exploitation capitaliste, sans une révolution communiste. Le système capitaliste a ses propres limites que lui-même ne peut dépasser, mais ces limites ne sont pas celles de l'humanité et, seul, le prolétariat peut ouvrir à l'homme les portes de son émancipation.

J.J.

A propos du procès des autonomes'

• Un procès tapageur, 3 ou 4 ans de prison ferme pour une ou deux vitrines brisées lors d'une manifestation au quartier St.Lazare à Paris.

Pensez donc ! Alors qu'autour de vous* tout s'écroule et se fissure^'était si facile de faire preuve de "fermeté" et "d'autorité" vis-à-vis de quatre jeunes révoltés du ghetto d'une université quelconque dont personne à droite comme à gauche n'aurait pris la défense,ni le parti. Les gauchistes,pour 1'occasion^affichèrent leur triste mine de "respectabilité" et "d'esprit responsable".

A un moment où de partout la colère des ouvriers monte, où les syndicats ont de plus en plus de mal à les contenir dans le cadre de "l'ordre", où le rythme des affrontements avec la police et l'Etat s'amplifie au même rythme que les licenciements, l'Etat s'est servi de ce procès pour lancer sa campagne sur l'ordre et la sécurité.

De plus, les signes évidents de la décomposition de la société bourgeoise qui n'épargne pas l'Etat lui-même et qui se sont manifestés dernièrement au sein de la police,alors qu'il en aura de plus en plus besoin pour matraquer et contenir les chômeurs et les ouvriers révoltés, ne sont pas fait pour le rassurer.

En effet, ils n'étaient pas si respectables que ça vis-à-vis du gouvernement et de l'Etat,les "gardiens de l'ordre" en criant : "Bonnet t'es foutu, ta police est dans la rue", ou encore:"Giscard,au placard". Ils ne semblaient pas investis plus que ça du sentiment du "devoir national", en débordant le service d'ordre de leur manifestation, en bousculant leurs confrères pour pénétrer dans la préfecture de police.

Que l'Etat', face à ces signes du temps qui ne trompent pas, se soit servi du procès de ces quatre jeunes naïfs qui croyaient à la force exemplaire de leur action pour masquer les signes de sa propre décomposition, est évident.

"La société se protège" déclare le procureur de la république à l'issue de ce glorieux procès.

Quelle société ? Qui se protège de qui, de quoi ? Est-ce la société qui se protège lorsque les CRS matraquent les chômeurs et expulsent les ouvriers des usines occupées, comme cela se passe presque chaque jour, ou la bourgeoisie qui défend ses intérêts ?

Ce n'est sûrement pas non plus d'une poignée d'"autonomes" qui ne représentent aucune force sociale et donc aucun danger pour la bourgeoisie qu'elle et l'Etat essayent de se protéger, bien qu'elle ait saisi l'occasion d'un tel procès pour tenter de resserrer les rangs derrière elle et se rassurer en tapant fort, mais le véritable danger qu'elle craint et qui s'affirme chaque jour davantage est la révolte de millions d'ouvriers écrasés par la crise, et c'est finalement à eux que la bourgeoisie s'est adressé au travers de ce procès en leur criant :

"Tout acte de révolte contre cette société d'exploitation, de misère et d'humiliation quotidienne, de crise et de guerres sera fermement traité et puni comme un crime".

Mais là, la partie ne sera pas aussi facile qu'avec les 4 jeunes étudiants isolés et désespérés d'une vingtaine d'années.

M. Prenat

Des régions sinistrées

(suite de la page 2)

~des investissements) ne fait que présager la situation future de l'ensemble des secteurs industriels, de la même façon, le "sinistre" qui aujourd'hui s'est abattu sur certaines régions périphériques s'étendra demain à l'ensemble du pays, y compris aux énormes centrations industrielles de la région parisienne. C'est là le déroulement classique de la crise du capitalisme que celui-ci tente, dans un premier temps, de repousser à sa périphérie (comme les pays du "tiers-monde") avant qu'elle ne le submerge dans ses centres vitaux.

Mais, smalgré l'accumulation de misère et de souffrances qu'elle représente pour elle, la classe ouvrière ne doit pas considérer la crise comme un "sinistre" mais au contraire, la perte de ses illusions sur un capitalisme "mieux géré" ou "plus social", par le développement de sa combativité et par l'affaiblissement de la classe dominante elle-même, elle doit la considérer comme la condition même de son émancipation définitive, de l'abolition, avec celle du capitalisme, de tous les maux dont ce système accable aujourd'hui la société.

Oui, la bourgeoisie a raison d'être "alarmée".

F.M.

sommet de la guadeloupe

UNE CONFERENCE MILITAIRE

• Que peut-il émerger d'une rencontre entre les plus huppés du clan des brigands impérialistes occidentaux ? Une conférence militaire. Tel a été le "sommet" de la Guadeloupe qui réunissait les chefs de gouvernements américain, anglais, allemand et français. La bourgeoisie n'essaie même plus, comme précédemment à Rambouillet ou Porto-Rico, de maintenir une façade. Prétend-elle encore se concerter pour tenter de conjurer la crise ? Non.

Bien qu'aujourd'hui chaque Etat baigne dans une politique d'austérité sans précédent, que le chômage soit reconnu comme fléau mondial, que la sévère attaque partout menée contre le niveau de vie des travailleurs suscite des réactions ouvrières de plus en plus difficilement contrôlables par la classe ennemie, Giscard pouvait par exemple à son retour déclarer avec désinvolture et cynisme qu'aucun problème directement économique de la situation actuelle n'avait été abordé dans la conférence.

Par contre, la bourgeoisie internationale s'est ouverte de ce qui constitue sa préoccupation majeure : le rapport de forces entre les blocs qui se traduit par des préparatifs de guerre de plus en plus, intenses. Une part importante des discussions a officiellement porté sur le déroulement des négociations SALT au sujet de la limitation des armes stratégiques et autres conférences de Genève sur le désarmement avec les canailles du bloc adverse.

Cet alibi dérisoire était suivi, quelques jours après, de mesures pour implanter de nouveaux missiles sur le sol européen, révélant ainsi une partie du contenu concret des tractations effectuées. C'était pour les américains une étape dans la poursuite d'une politique visant à faire supporter une part de plus en plus importante de la défense militaire du bloc par ses alliés européens.

En second lieu, il est facile de constater que, dans "le tour d'horizon" de la situation internationale, les sujets privilégiés ont été ceux où se jouent actuellement les principaux intérêts stratégiques pour le bloc, que ce soit la situation en Iran ou l'examen du rapport de forces en Asie du Sud-Est, la brèche ouverte en Algérie après la mort de Boumedienne ou le blocage du règlement négocié au Proche-Orient.

Là encore, les fruits de ces débats n'ont pas tardé à mûrir.

Pendant que 1'ex-ministre français Poniatowski faisait le commis voyageur à Téhéran, Carter abandonnait sa caution au Chah pour jouer la carte de "l'opposition légale" en apportant un appui sans réserve au gouvernement Bakhtiar tandis qu'il laissait choir dans son triste sort la trop discréditée fraction khmer rouge au Cambodge pour encourager pleinement avec l'aide de la Chine "la résistance à l'envahisseur vietnamien" autour du "monarque progressiste" ressorti de l'ombre, Sihanouk.

Par ces faits mêmes, le "sommet" et ses implications illustrent concrètement deux caractéristiques de la politique bourgeoise plongée dans le cloaque des conflits inter-impérialistes :

- D'une part, l'enjeu stratégique conditionne l'existence d'une relative solidarité internationale de la bourgeoisie dans le cadre des blocs qui intervient comme facteur actif déterminant dans le cours des politiques nationales en crise.

En Iran, non seulement la pression des bourgeoisies occidentales a pu imposer et préparer le départ du Chah, préalable au déblocage de de l'impasse politique du pays mais surtout elle a pu intervenir de concert avec l'armée nationale pour saboter les grèves en coupant le ravitaillement en pétrole du pays, mettant tout en oeuvre pour isoler les luttes ouvrières auprès de la population locale comme dans le monde.

- D'autre part, la guerre est le mode permanent d'existence et de survie du capitalisme en crise, sans cesse alimentée par les conflits croissants des puissances impérialistes.

Comme le Moyen-Orient , la population indochinoise aura subi, en 30 ans de guerre ininterrompue toutes les variantes possibles de domination impérialiste, de massacres et de barbarie sans que pour autant un terme à ces atrocités puisse être envisagé.

Mais ce qui est folie humaine porte le sceau de la logique implacable du capitalisme . Ainsi, le but de la conférence de la Guadeloupe préparée par les conseillers de Carter était de renforcer mais aussi de répartir stratégiquement et de coordonner les énergies au sein du bloc.

Dans cette mesure, le choix même des Etats participant au sommet était partie intégrante de la stratégie déployée.

L'exclusion d'Etat comme le Canada ou le Japon exprimait la volonté américaine d'indiquer le rôle majeur qu'elle entend faire jouer à l'Europe occidentale sur le terrain militaire.

-La Grande-Bretagne qui joue un rôle prépondérant au sein de 1'OTAN pouvait difficilement en être exclue, d'autant moins qu'elle n'a guère d'autre choix que de servir d'auxiliaire de premier ordre à la pression américaine où ses intérêts propres sont liés:

-Aux frontières de l'Est, il incombe à la RFA d'assumer une grande partie des tâches de défense et de concentration des forces militaires du bloc, face aux puissances voisines du pacte de Varsovie.

-Enfin, le France s'est vu assigner un rôle privilégié tout particulier. Le choix même de la Guadeloupe, "département français d'outre-mer" est déjà un hommage aux services rendus. Par son intervention au Za'ire et au Tchad, par son rôle actif joué au Liban dans le conflit du Moyen-Orient, elle a bien mérité du bloc occidental ! Nul doute que la*mobilité éprouvée de sa force militaire d'intervention l'appelle à d'autres missions de gendarmerie dans le monde. Mais son rôle ne s'arrête pas là. La France jouit d'un poids politique et diplomatique plus important que ses acolytes européens dans le bloc.

La RFA ne dispose pas de liens politiques particuliers dans le monde auxquels peut briguer une ancienne puissance coloniale alors que son potentiel militaire est aussi paralysé dans un rôle de défense en face du bloc russe. Avec son armée de métier, la Grande-Bretagne dispose de moyens techniques plus faibles tandis qu'elle continue d'épuiser des énergies dans le bourbier irlandais. La France, par contre, peut user certains de ses privilèges d'ancienne puissance coloniale dans le monde,,notamment en Afrique noire, dans les pays maghrébins ou encore dans l'ancienne Indochine, surtout en liaison avec les cadres militaires du gouvernement formés à l'école française. Elle bénéficie en outre encore de l'image de marque du gaullisme "non-aligné" et de ses prétentions tiers-mondistes dont Giscard a pu caricaturalement se parer à travers le slogan "l'Afrique aux africains" pour camoufler son engagement dans les intérêts occidentaux sur ce continent. De fait, elle joue un rôle de plaque tournante diplomatique dans la situation internationale. La résidence de Khomeiny en France y contribue aujourd'hui ; de même des "hommes forts" de la situation comme Bakhtiar ou Sihanouk ne cachent pas les liens privilégiés qu'ils entretiennent avec la France.

Sur le terrain économique où chaque Etat se livre à la concurrence la plus féroce, la France ne fait pas le poids face à des rivaux plus puissants comme les Etats-Unis, la RFA ou le Japon. Cette infériorité économique ne lui laisse aucun moyen de jouer une politique indépendante. Mais loin d'être une simple marionnette agitée par les Etats-Unis, la France entend jouer pleinement, dans le partage des tâches assuré dans le bloc, ses atouts militaires, diplomatiques et politiques pour monnayer au mieux son concours actif dans le concert des brigands pour préparer le terrain de la seule voie ouverte à la bourgeoisie dans chaque nation : la guerre impérialiste.

Y.D.

LEUR CRISE

(suite de la page 2)

d'un PC ou d'un CERES; mais cela ne résoudra pas les problèmes du capital français comme la venue des travaillistes n'a pas résolu les difficultés du capital anglais^ou plus d'un an de collaboration entre PCI et démocratie chrétienne n'a pas permis de surmonter celles du capital italien.

Jusqu'à présent, la bourgeoisie a réussi plus ou moins à utiliser ses propres dissensions pour encadrer la classe ouvrière derrière Tune de ses factions ou contre l'autre : pour la gauche contre la droite, pour la démocratie contre le fascisme. C'est à la poursuite d'une telle politique que certains gauchistes appellent aujourd'hui en signalant le "danger du fascisme" que représenterait Chirac et les siens. Mais l'expérience a montré que ce n'est pas le "fascisme" qui représente le plus grand danger pour la classe ouvrière lors d'un développement de ses luttes mais bien la gauche, et le parti socialiste, qui, aujourd'hui se déchire à l'odeur d'un pouvoir proche; sera, comme Ta été la social-démocratie en Allemagne en 1919, en première ligne lorsqu'il s'agira de déchaîner la répression contre les travailleurs.

Mais la bourgeoisie ferait un faux calcul si elle croyait qu'elle pourra toujours mystifier de cette même façon la classe ouvrière. Au fur et à mesure que la crise conduira "ceux d'en-bas à ne plus vouloir vivre comme avant", comme disait Lénine, elle les conduira également à comprendre que les convulsions de "ceux d'en haut" sont l'expression du fait "qu'ils ne peuvent plus diriger comme avant" et donc qu'approche l'heure de leur renversement.

C'est là le véritable enseignement que doivent tirer les travailleurs de la crise politique de la classe dominante : non pas l'embrigadement derrière un de ses clans, non pas le simple dégoût passif pour ces jeux sordides, mais la conscience de la nécessité de détruire le capitalisme et la volonté de réaliser leur auto-émancipation.

Mx

IRAN

1 1 mM ml ^J *(suite de la page 1)*

shah" :"I1 est du devoir des jeunes de coopérer avec la partie de l'armée qui rejoint le peuple, pour éviter le chaos et le désordre" ("Le Matin").

Dans les pays sous-développés, la seule force véritablement organisée de la bourgeoisie au niveau national, c'est Tannée. C'est elle qui, en dernier ressort, quelle que soit la mascarade dictatoriale ou "démocratique" dont elle se revêt, détient toujours le véritable pouvoir. En Iran, l'armée est gouvernée quasi-directement par le Pentagone. C'est le gouvernement américain qui a imposé le shah, c'est lui qui Ta armé, c'est lui qui a accepté de le retirer de la scène. C'est lui encore qui, sous les conseils de Giscard, Callaghan et Schmidt à la Guadeloupe a décidé de tenter de rétablir Tordre dans cet arsenal du bloc occidental, par le biais d'une mascarade "démocratiaue" résultant de négociations "discrètes" (le mot-clé de la diplomatie française) entre religieux et politiciens. Poniatovsky, Thomme de confiance de Giscard, n'a cessé de faire des voyages "discrets" en Iran au cours des dernières semaines. Khomeiny n'est pas expulsé de France malgré ses "activités politiques" et Bakhtiar vient négocier avec lui à Paris.

Derrière l'armée iranienne, il y a tout l'appareil militaire occidental, derrière Bakhtiar et Khomeiny,il y a toute la bourgeoisie du bloc américain.

DERRIERE LE SHAH, BAKHTIAR OU KHOMEINY,

ALLAH VOUS PROTEGE !

TOUJOURS L'ARMEE !

Dans les faits, le prolétariat d'Iran s'affronte non pas à telle ou telle fraction de l'appareil politique de la classe dominante iranienne, mais à la bourgeoisie mondiale. C'est elle qu'il a réussi à inquiéter en paralysant la machine d'exploitation qu'elle possède en Iran. Et c'est elle qui se prépare à tenter de le mater.

La classe ouvrière a déjà réussi à tenir tête au coup de force militaire qui suivit le massacre de septembre. C'est pour cela, et non pour un quelconque souci des "droits de Thomme", que l'exécutif américain s'est résigné à abandonner le shah. Un diplomate occidental en ooste en Iran déclarait clairement : "les généraux sont bien conscients qu'ils ne seraient pas capables de rétablir Tordre même s'ils essayaient" ("Newsweek").

Le régime "démocratique" que Ton tente d'installer en Iran n'a d'autre fonction que d'essayer de faire ce que le gouvernement militaire n'a pas réussi à faire. Il ne s'agit ni de diminuer le pouvoir de l'armée, ni d'éliminer la répression militaire (les dizaines de morts perpétrés par l'armée depuis la venue au gouvernement du démocrate Bakhtiar sont là pour le démontrer) mais de donner à ce pouvoir et à cette répression un masque plus "démocratique".

Les religieux demandent aux exploités de "couvrir les soldats de fleurs" pour calmer l'armée. Autant leur donner de la poudre et des munitions. Ni l'armée, ni des fractions de l'armée comme telle ne sont jamais du côté des travailleurs. L'armée ne peut être combattue qu'en la décomposant à sa base, par la désertion des soldats qui passent en bloc du côté des insurgés.

Or,un tel phénomène ne peut se produire que si la classe ouvrière s'affirme réellement comme force politiquement autonome et antagoniste à tout l'appareil bourgeois. Seule elle peut offrir aux soldats qui répugnent à continuer de tirer sur leurs frères une perspective.

Les difficultés qu'éprouvent tous les politiciens et religieux pour remettre au pas le prolétariat (voir l'échec des tentatives de Bazarghan, représentant de Khomeiny pour faire reprendre le travail aux ouvriers du pétrole) montrent que la nécessité vitale de cette autonomie commence à être ressentie par la classe ouvrière.

C'est seulement en développant cette autonomie de classe jusqu'à affirmer sa candidature au rôle de protagoniste fondamental de la marche en avant de l'histoire que le prolétariat pourra, non seulement affronter toutes les forces qui aujourd'hui se liguent contre lui mais aussi gagner à lui les masses des millions de sans-travail que les religieux chiites parviennent encore à contrôler.

C'est enfin sur ce terrain autonome de classe qu'il peut constituer un puissant stimulant pour le reste des prolétaires dans le monde -et en particulier dans les pays les plus industrialisés- combat mondial dont en dernière instance dépend son propre sort.

R.V.

VIETNAM -CAMBODGE

30 ANS DE GUERRE, TOUJOURS PLUS DE MISERE !

"Une bonne guerre", voilà qui résoudrait, aux dires de certains, les problèmes de ta société actuelle : ceux du chômage, ceux d'une augmentation galopante des prix, ceux des déficits commerciaux chroniques»

Four d'autres, tes gauchistes en particulier, il y aurait de "bonnes guerres" qui sont des guerres de "libération nationale" et de "mauvaises guerres", la guerre tout court.

Avec la dernière offensive du Vietnam contre le Cambodge, les premiers et tes seconds devraient être satisfaits : ce n'est là qu'un incident de 30 ans de guerre ou de "libération nationale" ininterrompue. Alors, qu'est-ce que la guerre a résolu ?

LA GUERRE "SOLUTION» A LA CRISE?

•Depuis quelques 30 ans que dure la guerre, d'Indochine d'abord, du Vietnam ensuite, qu'en est-il de la "crise" dans cette partie du monde ? Et pour les quelques 55 millions d'habitants du Cambodge et du Vietnam, qu'est-ce que la guerre a résolu ?

Au Vietnam comme au Cambodge, l'agriculture occupe les 3/4 de la population sur seulement 16 % de terres cultivées, mais le premier va devoir importer, cette année, 2,5 millions de tonnes de riz qui est pourtant la culture de base et le second compte encore parmi les trois pays les plus pauvres du monde.

Des quelques zones industrialisées comme le Vietnam du Sud au moment de l'occupation américaine, il ne reste que des ruines ; les quelques usines encore en état de marche laissent au chômage 2 millions d'ouvriers. Les usines de Pnom-Penh ont été vidées de leurs ouvriers en avril 75 de même que la plupart des usines du Vietnam dont les ouvriers ont été déportés dans les campagnes.

Un déficit agricole qui ne se résorbe pas dans un pays ni dans l'autre, au point qu'ils en sont à importer leur nourriture de base : pour des millions de travailleurs envoyés "développer" les zones économiques de la campagne, cela signifie :

- un rationnement de plus en plus serré au niveau des besoins les plus élémentaires ; dans le cadre de la répartition de la misère, chaque travailleur reçoit, au Cambodge, quelques vêtements, et de la nourriture (jusqu'à 3 desserts par mois !) ; au Vietnam, où le PNB atteignait 700 F par habitant en 75, ce qui est supposé.être gratuit, comme les soins médicaux par exemple, n'existe pas dans les faits : dans ce cas, il n'y a tout simplement pas d'hôpitaux, sauf, bien sûr, pour les cadres du parti"communiste".
- une déportation massive de toute la population dans les campagnes, avec tout ce que cela suppose : séparation des familles, nécessité de laissez-passer pour aller d'une région à l'autre, contrôles policiers incessants,
- une surexploitation féroce des paysans qui n'ont pour tout revenu même pas le minimum vital et qui doivent travailler avec des moyens rudimentaires sous la menace des déportations dans des camps de "rééducation", sous la menace des exécutions massives et arbitraires de familles entières : "Remerciez VAngkar de vous laisser en vie et de vous autoriser à participer à notre grandiose oeuvre de reconstruction nationale. Il faudra travailler et produire, produire, produire. Ceux qui ne produiront pas ne mangeront pas.Dans notre nouvelle société, il n'y a pas de place pour les paresseux"(témoignage de Boun Sakha dans "La Massue de l'Angkar").

A cela, il faut ajouter les exodes massifs par ethnies chaque fois que l'un des deux pays est "libéré":l'exode de 400 000 Khmers au Vietnam en 75, celui des vietnamiens d'origine chinoise depuis 77 dont la moitié périssent sur les bateaux ou sont arrêtés par la police vietnamienne, même après avoir payé leur "taxe de départ"...

Il faut ajouter les villages dévastés, brûlés, les habitants massacrés : sur une population de 8 millions d'habitants au Cambodge, il y a eu 2 millions de morts depuis 70 !

QUELLE LIBERATION NATIONALE?

Les 30 ans de guerre ininterrompue en Asie-du Sud-Est, c'est aussi, pour certains -gauche et gauchistes- une succession de "libérations nationales" : le Vietnam du Sud aurait été"libéré"par le Vietnam du Nord, le Cambodge,"libéré" par les Khmers rouges en 75, vient d'être "libéré" encore une fois par le Vietnam... Et la liste serait longue de tous les "libérés" et de tous les "libérateurs", il est vrai aussi que les uns et les autres varient suivant les courants politiques, et ce n'est pas un hasard : les trotskystes comme la LCR se contentent de "demander au gouvernement du Vietnam de s'expliquer sur son intervention au Cambodge" mais soutiennent, comme le PCF, l'Etafouvrier" vietnamien libérateur du Cambodge ; les maoïstes de 1'"Humanité Rouge", eux, titrent : "Plus que jamais, le devoir de tous les anti-impérialistes... c'est de soutenir le Kampuchea dans cette nouvelle épreuve".

En fait de "libérations nationales" :
- le Cambodge n'a subsisté que par l'aide chinoise jusqu'à sa "libération" par le Vietnam, par des aides de l'OCDE;
- le Vietnam n'a survécu que par des aides extérieures : l'aide chinoise jusqu'en 76 surtout, l'aide des pays de T0PEP, des pays de l'OCDE dont, surtout celle de la France et de la Suède ; mais, depuis quelques mois, depuis l'entrée du Vietnam dans le C0MEC0N, c'est l'aide russe qui devient primordiale et il est significatif de constater sur quel terrain : le terrain militaire, et à quel prix : celui d'une austérité encore renforcée dans tous les pays du C0MEC0N, comme l'a demandé l'URSS au dernier sommet des pays du Pacte de Varsovie.

Voilà pour la soi-disant libération nationale du Vietnam ou du Cambodge : en fait de libération nationale, c'est d'une plus grande soumission à l'un ou à l'autre bloc, non seulement au niveau économique mais surtout au niveau de la préparation de la troisième guerre mondiale par la bourgeoisie.

Et, en effet, ce n'est pas par souci humanitaire que les deux blocs, l'URSS directement au Vietnam, les USA par le biais de la Chine au Cambodge ont apporté une aide quelconque ; ce n'est pas non plus en fonction d'intérêts immédiats du capital de trouver de nouveaux marchés dans une zone qui est,de toute façon, insolvable mais en fonction de la préparation par la bourgeoisie de la 3ème guerre mondiale : c'est dans le cadre de cette préparation que se situe l'intervention du Vietnam armé par l'URSS au Cambodge.

Et c'est parce que l'URSS a perdu du terrain en Afrique, -en Angola et aussi en Algérie-, au Moyen-Orient avec la signature de la "paix" de Camp David, avec le glissement de la Syrie et de l'Irak vers le bloc américain, qu'elle est contrainte de mener 1'offensive en Asie du Sud-Est par le biais du Vietnam; de plus en plus acculée, l'URSS n'a pas d'autre moyen de maintenir sa position que par l'offensive, et en particulier par la guérilla, dans toutes les zones où elle pourrait être encerclée par les pays du bloc américain.

Face à cete offensive, les Etats-Unis cimentent leur cohésion en Asie du Sud-Est autour de la Chine, tâche amorcée au sommet de la Guadeloupe entre les 4"_grands".Dans un premier temps, il s'agira de'couper la route à l'URSS dans cette région en l'empêchant de prendre pied en Thailande, et, donc, en renforçant l'ASEAN ; dans un second temps, il s'agira de rapprocher les deux Corées, celle du Nord tendant à suivre de plus en plus la Chine -bien qu'elle n'ait pas encore rompu ses liens avec l'URSS- et celle du Sud étant sous la tutelle des USA.

Cependant, le bloc américain ne peut malgré tout laisser le Cambodge entre les mains de l'URSS sans rien faire, et c'est alors à la Chine que revient la responsabilité de réarmer la résistance cambodgienne même si l'équipe de Pol Pot est maintenant dépassée avec la fin de la "bande des 4"" en Chine.

Trente ans de massacres, de déportations massives, trente ans d'une misère de plus en plus grande et de terreur, voilà quelle "solution" la guerre représente pour l'humanité.

Pour la bourgeoisie, c'est une "solution" de survie, c'est la condition même de 1'"aide" des bourgeoisies moins touchées par la crise mondiale, même si cette "aide" ne se fait pas en fonction d'intérêts économiques immédiats mais dans la perspective de la préparation d'une troisième guerre mondiale.

La guerre est dans la logique de la concurrence inhérente au capitalisme. La misère et la destruction de l'humanité est dans la logique de la guerre. La bourgeoisie ne peut plus semer que la mort et la destruction et seule une classe est capable de l'en empêcher : le prolétariat.

Au Vietnam, comme au Laos et au Cambodge, parallèlement à la guerre, ce qui est marquant, c'est l'absence du prolétariat. C'est cette absence de lutte ouvrière au niveau local et la relative faiblesse du prolétariat au niveau mondial qui laissent le champ libre au massacre bourgeois, c'est la réémergence prolétarienne demain qui y mettra fin.

N.M.

CHINE

la répression "démocratique"

•A Shangai", la police a ouvert le feu sur des ouvriers manifestant contre les augmentations de cadences et la vie chère (Le Matin du 11.01.79).

La repression féroce, voilà quel est le vrai visage de la bourgeoisie chinoise sous le masque démocratique dont elle tente de s'affubler depuis l'ouverture de ses marchés aux capitaux occidentaux.

En Chine comme dans les "démocraties" de l'Ouest les beaux discours sur la liberté et l'égalité s'effondrent lorsque les luttes ouvrières s'attaquent aux rapports sociaux capitalistes, et le battage démocratique apparaît alors sous son vrai jour, celui de paravent de la terreur d'Etat.

Derrière les déclarations tapageuses des bourgeoisies occidentales sur le libéralisme de la Chine, derrière le grotesque de "bureaucrates" qui singent la culture de l'Ouest en "dansant disco", derrière la publicité autour des dazibaos et des quelques "dissidents" libérés, tous chantant les bienfaits de la démocratie, c'est la misère dans les campagnes où les rations alimentaires déjà dérisoires ne cessent de diminuer. C'est pour quelques "dissidents" libérés des milliers d'ouvriers qui crèvent dans les prisons de l'Etat "ouvrier" chinois.

Et pour faire accepter cet accroissement de 1'austérité,on propage les fausses espérances d'un soudain développement économique de la Chine, on promet plus de démocratie.

Mais de même que la classe ouvrière chinoise a su répondre à la mystification à visage socialiste par les grèves dans l'industrie et les chemins de fer en août 75 près de Shanga'i, et les grèves dans les mines en 76, elle reprend aujourd'hui ses luttes face à un Etat capitaliste qui se veut doublement mystificateur puisqu'il se revêt à la fois d'un masque socialiste et démocratique.

Face à la lutte de classe partout dans le monde la bourgeoisie est obligée de tomber le masque et d'apparaître pour ce qu'elle est : une classe qui vit de la sueur et du sang de ceux qu'elle exploite et qui est prête à tout pour garder ce privilège^

G.

grande - bretagne

(suite de la page 1)

l'effondrement capitaliste, chaque jour plus évident. Et sous le vent froid de la crise, le prolétariat commence à se réveiller. Mais, cette fois, avec quelques années d'expérience de plus des mensonges capitalistes et de la vérité misérable qu'ils cachent. Dans les surgissements récents en Italie, R.F.A. et Angleterre, nous voyons le début :

- de la lutte contre les effets de la crise ; pendant les cinq années passées, la bourgeoisie n'a pas cessé de dire qu'une fois les mesures essentielles prises, on va passer le cap de la crise. C'est un mensonge, la crise n'a pas cessé de s'aggraver. Et la mise en cause de toute la politique d'austérité de Callaghan et des "travaillistes" devant le surgissement général des ouvriers montre quelle est la vraie réponse à la crise capitaliste: le combat prolétarien ;
- d'une lutte contre la gauche. Les shop-stewards à Ford se sont opposés à la limite de 5 % sur les salaires, entre autre parce que "quand nous demandons aux gars de voter travailliste, ils rigolent ou nous menacent". Avec l'utilisation croissante de l'armée pour briser les grèves (pompiers en Angleterre, éboueurs de Paris, mineurs aux USA), les ouvriers doivent aborder le problème de la confrontation directe avec l'Etat capitaliste ;
- de la lutte contre les syndicats. Chaque grève pose tout de suite le problème du sabotage syndical. En Angleterre et en R.F.A., une tactique favorite est de limiter les piquets aux flics syndicaux. La grève des camionneurs anglais montre le résultat ; pactes confortables avec l'Etat pour laisser passer les marchandises dites essentielles . Mais la réponse est là aussi. Malgré les ordres du syndicat, les camionneurs de plusieurs régions ont continué à imposer des piquets dits "secondaires". Dans la Ruhr, des milliers d'ouvriers ont arrêté le travail en solidarité avec les métallos. Dans la région de Charleston, les mineurs américains ont dû prendre les armes en mains pour se défendre contre les bandits syndicaux envoyés pour faire passer les jaunes ;
- d'un ras-le-bol généralisé avec les grèves bidon et futiles. On ne fait pas une grève pour s'amuser -ça coûte trop cher. Les dernières années donnent la preuve que les grèves de 24 heures, les grèves par région, même par quartier, les défilés débiles devant les fripouilles du parlement, ne donnent strictement rien. Maintenant, l'heure est à la grève généralisée, gérée par l'assemblée de tous les ouvriers, et à l'expulsion des flics syndicaux.

DEMAIN ET APRES....

Le prolétariat commence à se réveiller, mais l'aube n'est pas encore venue et il nous reste à éclairer le chemin qu'il doit traverser. Ce chemin doit passer par :

- l'extension de la lutte. Nous avons déjà vu que l'isolement des grèves les condamne. Ça n'a pas arrêté l'expulsion de nos camarades immigrés, ni les licenciements gigantesques dans la sidérurgie, les chantiers navals, etc. Les ouvriers font face non pas à un tas de problèmes particuliers, mais à un seul, commun à tous : quelle réponse à la misère capitaliste ?

Et chaque ouvrier sait bien comment les syndicats aiment les problèmes "spécifiques"-c'est-à-dire qui divisent.Et cette extension doit être faite à travers l'affrontement avec les syndicats. L'exemple de Foçd en Angleterre montre que le débordement ne suffit pas Là, les ouvriers ont déclenché la grève spontanément ; le syndicat était bien obligé de les suivre, mais une fois le dos tourné, les ouvriers de Ford ont trouvé que le syndicat avait négocié un contrat de 16 % d'augmentation -dont 10 % seulement pour des primes d'assiduité et de productivité. Le comité de grève, élu et révocable par l'assemblée générale, à l'exclusion des syndicats, est la seule réponse possible à ce genre de fourberie ;
- la solidarité internationale ; autant la crise que les attaques de la bourgeoisie sont internationales. Il faut confronter notre ennemi sur notre propre terrain ; la lutte de classe internationale, qui ne tient pas compte ni des quartiers, ni des régions, ni des . nations, mais seulement de la fraternité universelle des travailleurs contre la bourgeoisie ;
- le contrôle de la société ; un des grands slogans de la bourgeoisie est : "les ouvriers contre la population". Il est utilisé aujourd'hui contre les camionneurs et les cheminots anglais qui bloquent l'alimentation des villes.Mais le système capitaliste lui-même est incapable d'assurer la vie à la population en général et aux ouvriers en particulier. De plus en plus, la lutte contre la crise doit devenir la lutte contre ce système pourri au niveau mondial -la lutte pour la révolution communiste.

Len Black

NOTES:

(1) "Closed-shop" : la nécessité de se syndiquer pour avoir du travail.
(2) Loi Taft-Hartley : loi qui autorise la réquisition des ouvriers pour 1'"intérêt national".

ALLEMAGNE 1919

LA SOCIAL- DEMOCRATIE : CHIEN SANGLANT DE LA BOURGEOISIE

"L'ordre règne à Berlin", proclame, avec des cris de triomphe, la presse bourgeoise, tout comme les Ebert et les Noske, tout comme les officiers des "troupes victorieuses" que la racaille petite-bourgeoise accueille dans les rues de Berlin, en agitant des mouchoirs et en criant : "Hourra !" (R. Luxembourg).
Mais, quel ordre règne à Berlin ? La bourgeoisie vient d'écraser une tentative du prolétariat de renverser le gouvernement social-démocrate de Ebert, Scheidemann et Noske (1). En massacrant des centaines de prolétaires pendant la semaine sanglante de janvier 1919, la bourgeoisie porte ainsi un premier et terrible coup d'arrêt à la marche de la révolution en Allemagne et ainsi dans le monde. Soixante ans après la vague révolutionnaire, nous voulons souligner le rôle clef que les syndicats et la social-démocratie, (cette même social-démocratie dont se réclament les Mitterrand, Gonzalez, Schmidt, Callaghan, etc.) ont joué dans l'écrasement de cette vague.

LA DENATURATION DES CONSEILS

• Après que le prolétariat en Russie a victorieusement pris le pouvoir en 1917, une formidable vague révolutionnaire commence à secouer toute l'Europe à partir de 1918 (notamment en Autriche, Hongrie et en Allemagne). Tous les espoirs des révolutionnaires sont dirigés vers l'Allemagne, car c'est elle qui occupe la place centrale pour l'avancée de la révolution mondiale. Lénine envisage même"la perte du pouvoir des soviets (en Russie) pour sauver la révolution en Allemagne" (mars 1918). Et enfin, en novembre 18, le prolétariat allemand commence à se soulever. En partant de Kiel, port de guerre sur la baltique, un mouvement de grève s'étend dans toutes les grandes villes. En l'espace d'une semaine,Kiel, Cuxhaven, Brème, Hambourg, Dusseldorf, Erfurt, Hanau, Brunswick, Leipzig, Cologne et Berlin s'embrasent. Dès le départies ouvriers s'organisent partout dans des conseils d'ouvriers et de soldats. Le premier cri spontané, ce "cri de naissance en quelque sorte", qui est "le lien d'unité internationale" de la vague révolutionnaire est : "création de conseils ouvriers et de soldats !". Les conseils sont la "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat" (Lénine).

Début novembre 18,1e régime impérial s'effondre, le gouvernement démissionne. La bourgeoisie cherche une force capable d'affronter le prolétariat. Cette force est toute trouvée : la première guerre mondiale fut déclenchée avec l'accord de presque tous les partis de la Ilème Internationale qui passèrent ainsi dans le camp bourgeois. Soutenant leur capital national respectif, ces partis quittent définitivement le camp prolétarien et deviennent une des forces principales dans le système capitaliste : la confiance dont ils jouissent auprès de la classe ouvrière, fait de ces partis de la Ilème Internationale les alliés indispensables de la bourgeoisie pour précipiter le prolétariat dans la guerre, dans un premier temps, et pour dénaturer ensuite sa combativité. La bourgeoisie en est consciente, elle sait que le SPD (2) sera à nouveau de son côté contre la classe ouvrière. Et c'est lui qui se dresse immédiatement contre la révolution quand celle-ci se déclenche par la formation de conseils ouvriers. Il utilise tous les moyens pour les dénaturer ou les détruire. A l'intérieur des conseils, lorsqu'il est majoritaire, il fait voter pour la dissolution des conseils (Berlin). Lorsque le SPD est minoritaire au sein des conseils, il les boycotte pour y avoir la parité des sièges. Dans le conseil ouvrier du Grand-Berlin, où il détient la majorité des sièges, il décide de déléguer tout le pouvoir exécutif du conseil ouvrier au conseil des commissaires du peuple. Le conseil ouvrier de Berlin signe son arrêt de mort lorsqu'il s'enlève lui-même tout le pouvoir en le mettant dans la main du gouvernement social-démocrate (appelé "conseil des commissaires du peuple" et constitué par 3 membres SPD et 3 membres USPD) (3) . Le SPD s'efforce d'arracher tout le pouvoir aux conseils. Pour cela,un autre cheval de bataille est monté de toutes pièces : l'assemblée constituante, le parlement bourgeois. En faisant voter les conseils ouvriers pour l'élection d'une Assemblée Constituante, le SPD arrive à tromper le prolétariat avec la vieille carte de la démocratie bourgeoise -le parlementarisme- un pion contre les conseils. Une autre méthode du SPD pour dénaturer les conseils est de les transformer en conseils populaires, c'est-à-dire en parlements locaux où toute la population peut participer. Le SPD lance le mot d'ordre : "Non pas tout le pouvoir aux soviets mais tout le pouvoir au peuple". Par une habile récupération idéologique (transformation des conseils,leur dénaturation et finalement leur destruction), le SPD porte un premier coup pour empêcher la classe ouvrière de s'organiser d'une façon autonome dans ses organes unitaires.

LES SYNDICATS, ARME CONTRE LES CONSEILS

Mais aucun bourreau ne travaille tout seul, il a toujours ses assistants. Pendant la vague révolutionnaire,les syndicats sont l'autre arme de la bourgeoisie pour écraser la révolution. Déjà, en 1914, les syndicats avaient conclu des accords avec le patronat interdisant toute grève, appelant les ouvriers à augmenter la productivité pour "sauver la patrie" : un vrai front unique des syndicats et des capitalistes contre la classe ouvrière ! Contre ce front unique,les ouvriers avaient massivement quitté les syndicats pendant la guerre et lorsqu'ils forment des conseils dès le début de la vague, ils mettent partout en avant : "Sortez des syndicats, formez des conseils ouvriers!" Face à cet affaiblissement des syndicats, la bourgeoisie réagit vite : dès que la révolution s'est mise en marche, les syndicats et le patronat concluent un accord "communauté de travail" (sic) pour renforcer les syndicats. Les syndicats sont reconnus en tant que SEULS représentants des ouvriers des conseils d'entreprise sont crées pour canaliser tout mécontentement, et un comité central paritaire entre syndicats et patrons est formé pour trancher toute querelle. En plus, la journée de 8 heures est lachée comme "cadeau" supplémentaire. Ce renforcement spectaculaire et systématique des syndicats pour les opposer aux conseils, pour canaliser et étouffer toute combativité des ouvriers n'est pas une victoire pour la classe ouvrière comme veulent nous le faire croire les gauchistes, mais c'est une attaque directe et consciente de la bourgeoisie contre elle. L'organe central de la commission générale des syndicats déclara avec fierté : "Le fait que les syndicats sont la seule digue ferme, qui a protégé l'Allemagne jusqu'à présent de la vague bolchevique, reste néanmoins vrai. Et tant que cette digue ne sera pas détruite, le blé communiste ne mûrira pas". C'est pour cela que R. Luxembourg déclare au congrès de fondation du KPD (4) : "Les syndicats officiels se sont révélés pendant la guerre et depuis la révolution jusqu'à aujourd'hui comme une organisation de l'Etat bourgeois et de la domination de la classe capitaliste".



revolutionaires lors de la tentative d'insurrection à BERLIN 1919

LE POIDS DES ILLUSIONS

Le passage du SPD du côté de la bourgeoisie en août 14 avait déjà montré son caractère bourgeois, mais le prolétariat ne l'avait pas encore affronté dans une situation révolutionnaire. Cela laisse persister au sein de la classe ouvrière de graves illusions sur le rôle de la social-démocratie. Même la gauche de la social-démocratie (USPD) n'arrive pas à trancher clairement cette question. Deux positions opposées sont défendues en son sein. Lénine a la position la plus claire : "la Ilème Internationale est morte, il faut non seulement rompre avec elle, mais il faut la combattre. Les révolutionnaires ne peuvent plus rester dans la Ilème Internationale, il faut en construire une nouvelle". Et son mot d'ordre fut : "Transformer la guerre impérialiste en guerre civile". L'autre position est celle du groupe allemand "l'Internationale" (5) auquel appartenait R. Luxembourg. Ils mettent en avant : "Rester dans la social-démocratie, il ne faut pas rompre avec elle mais la reconquérir. Les dirigeants réactionnaires doivent être balayés par les masses.C'est pour cela qu'il ne faut pas s'isoler des masses mais il faut les gagner à l'intérieur de la SD". Les difficultés des spartakistes à prendre clairement position vis-à-vis de la social-démocratie et les hésitations à rompre avec elle font apparaître tout le poids des illusions réformistes. La vague révolutionnaire se situe dans une période charnière : la première guerre mondiale avait signifié l'entrée dans sa période de décadence du système capitaliste, mais une très grande partie de la classse ouvrière n'avait pas encore compris toutes les implications de la nouvelle période. Contrairement au prolétariat en Russie, le prolétariat allemand était fortement influencé par le réformisme et il n'avait pas sa grande expérience de confrontation avec l'Etat capitaliste. Ce manque d'expérience et le poids de la social-démocratie allemande en particulier ont fait repousser la rupture des spartakistes avec la social-démocratie et ont repoussé la fondation du parti communiste allemand. C'est le poids extraordinaire de la social-démocratie allemande qui explique pourquoi les spartakistes ont rejoint en 1917 1'USPD pour le pousser en avant "afin d'y arracher ses meilleurs éléments". Ces hésitations à rompre avec la social-démocratie ont déjà de lourdes conséquences dès le début de la vague révolutionnaire : "La devise de la révolution est l'idée de l'union des différents courants socialistes (SPD - USPD - Spartakistes) dans l'allégresse générale de l'unité" (R. Luxembourg).Les différences entre le SPD, l'USPD et les Spartakistes sont difficile à cerner. Lorsque la vague révolutionnaire éclate, les Spartakistes se trouvent encore au sein de l'USPD, qui avec le SPD forme le gouvernement ! Ce sont donc ses illusions sur la nature de la social-démocratie et les possibilités de la regagner (et donc les hésitations à rompre avec elle) qui ont affaibli le prolétariat et l'ont désarmé face aux attaques de la contre-révolution et qui ont permis son écrasement.

L'ECRASEMENT ARMÉ

Le SPD ne poursuit pas seulement une tactique de dénaturation des conseils comme nous avons vu plus haut, mais il emploie la terreur directe contre la classe ouvrière. En novembre 18, il avait menacé de "couper le pain si les conseils subsistaient". Il se dresse partout contre les tentatives des conseils pour l'armement général du prolétariat. Dès le mois de novembre,le SPD monte des "corps francs" qui entrent à Berlin début décembre. Le 24 décembre 18, le SPD fait tirer une première fois sur les marins révolutionnaires. C'est un avant-goût et un avertissement pour le prolétariat. A partir de décembre, le SPD commence une gigantesque campagne contre les spartakistes. Le "Vorwärts" (journal du SPD) lance des appels : "L'unité de la classe ouvrière doit se faire contre les Spartakistes".

Noske, chef des corps-francs, sait de quelle confiance le SPD jouit encore dans les rangs des ouvriers. Lorsque ses corps francs écrasent les ouvriers de Berlin, il en appelle aux ouvriers ; "Un ouvrier se trouve à la tête du pouvoir de la république socialiste . Les corps francs viennent pour vous libérer du terrorisme bolchevique". Ou encore lorsque les corps francs sous la direction du SPD massacrent 600 ouvriers de Munich, le SPD déclare : "Le gouvernement du SPD ne lutte pas contre l'idée des conseils, le camarade Hoffmann (le Noske bavarois) n'est pas un réactionnaire ou un contre-révolutionnaire, mais il est un pionnier du mouvement socialiste. Ses collègues sont des sociaux-démocrates comme vous-mêmes". Ce que le SPD"tient absolument à garantir, c'est la sécurité des personnes et des biens, la liberté de la presse et le libre exercice du droit le plus noble de tout citoyen : l'élection d'une Assemblée Constituante". Ce front unique de la bourgeoisie avec le SPD comme fer de lance appelle ouvertement à soutenir ce dernier dans son massacre des ouvriers : "Bourgeois, sortez de vos demeures, au coude à coude avec les socialistes majoritaires. Le temps presse !" L'ordre et le calme qu'installe le SPD avec ses corps francs est une oeuvre d'atrocités bestiales qui repose sur les cadavres des prolétaires.

LES ILLUSIONISTES GAUCHISTES

Lorsque les gauchistes expliquent que la cause de 1'écrasement de la vague révolutionnaire en Allemagne se trouve dans l'absence du parti communiste, car sans parti, sans "cerveau", la classe ouvrière reste aveugle et incapable de trouver le chemin de la révolution, nous avons là un exemple d'une vision phénoménologique, profondément idéaliste, incapable d'aller au-delà des observations, qui sert surtout à masquer la réalité. La faiblesse du prolétariat allemand a son origine dans les illusions sur le rôle de la sociaNdémocratie. Nous l'avons vu, les spartakistes pendant la guerre n'accusaient la social-démocratie que d'être des traitres, des opportunistes qui devraient être vidés,purgés. Les dirigeants corrompus devraient être remplacés et les masses, la base de la social-démocratie pourrait être regagnée. Et c'est précisément à cause de ces espoirs, de ces illusions sur un potentiel redressement interne de la SD, dus au fait qu' ils n'avaient pas encore compris toutes les implications de la période de décadence, que les révolutionnaires allemands ont constamment retardé la constitution du parti. Dans ce sens,le retard dans la formation du parti n'est que la manifestation de cette faiblesse, en est la conséquence et non pas la cause.

Le prolétariat a dû payer ces illusions et ce manque de maturité avec son propre sang. Des milliers de prolétaires ont été massacrés pendant la vague révolutionnaire.

Si 1'attitude des spartakistes envers la social-démocratie s'explique par la confusion qu'engendrait la trahison récente de cette dernière, il en est tout autrement de l'attitude des gauchistes envers la social-démocratie. Les gauchistes qui parlent encore de la social-démocratie comme de partis "ouvriers", "réformistes", "opportunistes", etc. cachent consciemment le vrai rôle contre-révolutionnaire de cette social-démocratie. Ils postulent la place de futurs aides-bourreaux auprès de la social-démocratie en tentant de maintenir les illusions sur celle-ci. Ils participent ainsi pleinement à l'affaiblissement du prolétariat et le poussent dans les bras de ses ennemis. Le prolétariat doit nécessairement affronter et détruire ces forces qui l'affaiblissent et le mystifient. Non seulement ces forces participent au travail du bourreau social-démocrate, mais sans elles, le boureau se ferait démasquer plus vite. Si la classe ouvrière s'affronte aux syndicats et à la social-démocratie, les gauchistes sont toujours là pour dire aux ouvriers "seuls les dirigeants sont mauvais et opportunistes, l'organisation elle-même est bonne". Ainsi, ces maîtres rabatteurs tentent d'empêcher la classe ouvrière de se libérer de l'encadrement de ces organisations.

Aujourd'hui, 60 ans après la vague révolutionnaire qui commence en 17, les partis social-démocrates, que ce soient les PS, SPD, PSOE, PSI, parti travailliste, etc. et les bandits staliniens n'ont pas un rôle différent à jouer. Ils fe-

(suite page 7)

VIE DE L'ORGANISATION

reunions publiques

bordeaux

Réunion publique : le 17 février à 17 h. au Café Victor-Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "IRAN : UNE LUTTE AUX IMPLICATIONS MONDIALES".

clermont-ferrand

Réunion publique : le 16 février, à 20 h.30, à la Cité Universitaire Dolet, Bâtiment B, sur le thème : "IRAN : UNE LUTTE AUX IMPLICATIONS MONDIALES".

dijon

Réunion publique : le 17 mars à 16 h. à la MJC Maladière, rue Balzac, sur le thème : "LA LUTTE DU PROLETARIAT, FREIN A LA GUERRE".
Permanence : les 2ème et 4ème jeudis du mois, de 18 h. à 19 h, à la librairie "Les doigts dans la tête", rue Chabot Charry.

grenoble

Réunion publique : le 2 février, à 21 h. au 6, rue Hector-Berlioz, sur le thème: "LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES".
Contact avec les diffuseurs au marché St Bruno, le samedi 3 février, de 11 h. à 12 h.

lille

Réunion publique : le 24 février, à 16 h, au Centre Culturel, 12, rue Molière, sur le thème : "LE COURS DE LA PERIODE ACTUELLE, REVOLUTION OU GUERRE ?"

lyon

Réunion publique : le 24 février, à 17 h, au 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "LUTTES DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE".
Permanence : le 21 février, de 18 h. à 19 h., même adresse.

marseille

Réunion publique : le 16 février, à 21 h., au 30, rue Ste Victoire, salle Lacordaire, sur le thème : "LES LECONS DE LA REVOLUTION ALLEMANDE DE 1919".
Permanence : tous les 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h. à 20 h.

nantes

Réunion publique : le 10 février, à 17 h., au 3, rue Amiral Duchaffault, sur le thème : "LES LECONS DE LA REVOLUTION ALLEMANDE DE 1919".
Contact avec les diffuseurs au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10 h.30 à 11 h.30.

paris

Réunions publiques : 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage) à 17 h.
- le 10 février, sur le thème : "FACE AU CHOMAGE, QUELLES PERSPECTIVES POUR LES LUTTES ?"
- le 10 mars, sur le thème : "LE TROTSKYSME AUJOURD'HUI, AU SERVICE DU CAPITAL".
Permanences : tous les samedis, sauf les samedis de réunions publiques, à la même adresse, salle orange.

rouen

Réunion publique : le 16 février, à la Halle-aux-Toiles, à 20 h.30, sur le thème : "IRAN : UNE LUTTE AUX IMPLICATIONS MONDIALES".

toulouse

Réunion publique : le 23 février, au 48, rue de la République, à 20 h.30, sur le thème : "LES LECONS DE LA REVOLUTION ALLEMANDE DE 1919".
Permanence : tous les samedis à 14 h.30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.
Vente aux marchés : 2ème et 4ème dimanches du mois, boulevard de Strasbourg, et le 2ème dimanche du mois au marché aux puces.

publications

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.
Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

revue internationale N° 16

- Iran : crise, révolte et grèves ouvrières
- Deuxième conférence internationale des groupes de la gauche communiste
- Théories économiques... et lutte pour le socialisme
- Ascension et déclin de l'autonomie ouvrière.

brochures

- Plateforme de RI (1972)
- sur la question syndicale,
- sur la question nationale.

A paraître :
- sur la décadence,
- sur l'organisation.

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereldrevolutie

I.K.S.
Postbus 452
Nijmegen

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

CHRISTIAN LAGANT

• Ceux qui l'ont connu ou simplement rencontré auront éprouvé une profonde tristesse en apprenant la mort, le 2 décembre 1978, de Christian Lagant. Le concernant, les termes de simplicité, de chaleur, de solidarité, de générosité ne sont pas des formalités d'éloge funèbre mais bien la traduction de la réalité. Et cette tristesse aura été d'autant plus grande que c'est volontairement qu'il a quitté la vie, ce qui en dit long sur la détresse qui a dû être celle d'un être qu'on avait connu aussi énergique.

Né en 1926, militant depuis la fin de la guerre, Christian Lagant avait été le principal animateur du groupe et de la revue "Noir et Rouge" qui, de 1955 à 1970, avait tenté de donner avec un grand sérieux et honnêteté, une nouvelle vitalité à l'anarchisme au-delà de ses préjugés et dogmes classiques. En même temps, il avait participé, avec d'autres membres de son groupe aux activités du groupe conseilliste "Informations et Correspondances Ouvrières". Mais alors qu'il a donné une impulsion aux courants communistes s'appuyant avec fermeté sur les positions du marxisme, mai 68 a au contraire précipité la disparition tant d'ICO que de "Noir et Rouge", ce qui, au dire de ses proches camarades dans un communiqué envoyé à la presse, a été "un coup dur pour Christian, qui, pendant tant d'années, s'y était consacré".

Quels que soient les désaccords fondamentaux que nous avons avec les positions que défendait Christian Lagant, nous pensons qu'il se serait trouvé en bonne place dans les combats qui se préparent contre le capitalisme. Sa mort laisse un vide dans les rangs de la classe ouvrière.

interventions

• Le vendredi 12 janvier s'est tenue à Rouen une réunion publique organisée par le PCI ("Le Prolétaire") sur le thème:"3ème guerre mondiale ou révolution communiste". L'exposé de l'orateur du PCI était très complet, très historique et, sur bien des points, nous ne pouvions qu'être d'accord :
- la dénonciation de l'URSS et de la Chine comme puissances impérialistes; la reconnaissance de la période de la contre-révolution, etc. C'est au moment où l'exposé est arrivé à la période de la seconde guerre mondiale que nous avons commencé à être en désaccord sur deux points principalement : le soutien aux mouvements d'émancipation coloniale et la constitution du PCI en 1943. Nos premières questions ont*porté sur :
- les luttes de libération nationale et leur dénonciation comme moments de la guerre impérialiste que se livrent les grandes puissances (l'entrée du Vietminh à Hanoï en 1954 ne relevant pas d'une autre logique que celle de l'entrée de l'armée populaire du Vietnam réunifié à Pnom-Penh tout récemment) ;
- le problème de la constitution du parti dans une période de défaite et de silence de la classe ouvrière, comme c'était le cas pendant la période de reconstruction après la 2ème guerre mondiale ;
- le fait que si tout l'exposé laissait supposer que l'issue était la guerre, peut-être suivie après (comme en 1917) d'une révolution prolétarienne , le PCI refusait de parler de cours historique et semblait ne pas vouloir ou ne pas pouvoir tracer une perspective pour les années à venir.

Le débat :
- Sur les "luttes d'émancipation coloniale", le PCI, tout en reconnaissant qu'il n'en existait plus actuellement, a de nouveau revendiqué son soutien aux mouvements algérien ou vietnamien mais non aux organisations qui menaient la lutte comme le FLN algérien. Et, à cette occasion, nous avons pu entendre des formulations surprenantes du style : "Nous avons soutenu le rejet à la mer du dernier des balayeurs des ministères, parce qu'il était français"; "l'indépendance de l'Algérie a été menée par des épiciers et des pharmaciens, mais nous la soutenons tout de même"; "nous avons soutenu la bourgeoisie vietnamienne parce qu'elle osait lutter les armes à la main contre les USA". Le PCI a enfin annoncé qu'il allait lancer une campagne contre l'impérialisme français, en Afrique, en particulier, qui, en fin de compte, pourrait très bien être soutenue par les gauchistes en général et la LCR en particulier (ceci malgré toutes les attaques contre les trotskystes dans l'exposé de l'orateur du PCI).

A ceci, nous avons répondu que nous ne crachions pas (comme on nous en avait accusés) sur les luttes des opprimés du tiers-monde, mais que la fonction des révolutionnaires était d'affirmer à ces opprimés du tiers-monde qu'ils n'avaient rien à gagner dans les luttes de libération nationale; que c'était échanger une bourgeoisie contre une autre, indigène, un impérialisme contre l'autre et qu'ils ne servaient que de chair à canon dans ces guerres.

Enfin, sur le cours historique, le PCI n'a pu que nous répéter les analyses de tel ou tel stratège militaire bourgeois pour savoir si la guerre se déclarerait dans deux ans ou quinze ans. Par moment, on aura pu se croire transporté dans un colloque d'économistes bourgeois dissertant doctement sur l'imminence ou pas de la guerre mondiale prévisible. Il a fallu notre insistance pour qu'ils affirment que le prolétariat était une force actuellement montante et qu'il fallait compter avec lui. En conclusion, ce débat entre des militants du PCI et du CCI a montré que la mégalomanie des membres du PCI "conscients" d'appartenir au parti avec un grand P était totalement injustifiée et que leur refus de toute discussion avec d'autres groupes révolutionnaires était plutôt destinée à se protéger d'idées contagieuses trop dangereuses.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.8

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

REPONSE AU FO.R.

(suite de la page 8)

comme le rejet moral des déterminations objectives du mouvement prolétarien, le volontarisme et la vision individualiste de la démarche des révolutionnaires et de l'ensemble des membres de la classe ouvrière ;

-le poids d'une vision qu'on pourrait qualifier de "pessimiste" du prolétariat qui ne saurait, face à la crise, avoir d'autre réaction que celle des années 30: une plus grande atomisation et une plus grande soumission à la bourgeoisie, vision qui s'accompagne de l'incompréhension du changement de période historique-ouverture d'un cours vers des affrontements révolutionnaires,

La dernière manifestation du poids des années de contre-révolution sur le FOR, qui n'apparaît pas dans cette lettre mais n'en est pas moins réelle est son sectarisme, sectarisme qui s'est exprimé notamment par son départ spectaculaire de la conférence internationale de novembre 78 et par le refus de ce groupe de poursuivre la discussion et la confrontation politiques avec les autres courants communistes.

Nous pensons que le FOR est incontestablement un groupe communiste animé d'une sincère volonté révolutionnaire. Mais ces qualités ne suffisent pas aux courants révolutionnaires pour être à la hauteur des tâches pour lesquelles ils ont surgi dans la classe. Pour que le FOR puisse contribuer efficacement au processus déjà engagé de prise de conscience de celle-ci vers de nouveaux affrontements révolutionnaires, il faut qu'il soit capable de tirer à fond les enseignements de plus d'un demi-siècle d'expérience prolétarienne, qu'il se dégage de la "tradition de toutes les générations mortes (qui) pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants" (Marx "Le 18 Brumaire...") et en particulier, qu'il comprenne l'impérieuse nécessité de rompre avec l'esprit de secte et d'engager le débat entre révolutionnaires en vue de préparer leur regroupement futur. Sinon, il est condamné à devenir une entrave à ce processus et finalement à disparaître après avoir stérilisé les énergies révolutionnaires de ses militants et de ceux qu'il influence.

Salutations Communistes

NOTE

(1) Leaders respectifs de la IVème"Internationale", de l'OCI et de "Lutte Ouvrière".

BERLIN 1919

*(suite de la page *€)*

ront tout pour empêcher le prolétariat de s'attaquer à l'Etat capitaliste, ils sont partie intégrante du système capitaliste. Mais cet "ordre" qu'ils veulent maintenir est bâti sur le sable.

Car "demain la révolution se dressera de nouveau avec fracas pour détruire cet ordre de la misère, de la terreur et de la guerre, en proclamant pour le plus grand effroi de la bourgeoisie : "J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI ! « (R. Luxemburg).

A.S.

NOTES

(1) Noske : membre du SPD et responsable de la direction des corps francs
(2) SPD : Parti Social-Démocrate d'Allemagne
(3)USPD : Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne
(4)KPD : Parti Communiste Allemand
(5)"Die Internationale" : groupe formé autour de la revue du même nom, animé par Luxembourg et Liebknecht qui deviendra à partir de 1916 la Ligue Spartakus

REPONSE AU "F.O.R."

Nous publions ici la 3ème partie de la lettre que nous a adressé le "Ferment Ouvrier Révolutionnaire" (cf. RI n° 56 et RI n° 57) et la réponse qu'elle appelle de notre part.

...A part cela, le paragraphe de votre article sur Trotsky et les "trotskystes" a retenu également notre attention.

Tout d'abord, jamais le "Pour un second manifeste communiste" n'a défini le courant trotskyste comme"réformiste" mais comme "réformiste vis-à-vis du stalinisme" ce qui est quelque peu différent. Cependant, cette rectification étant faite, aujourd'hui, en effet, une très grande partie d'entre nous ne considère plus cette définition comme valable et préfère souligner que le "trotskysme" se rapproche de plus en plus de la contre-révolution.

Four ce qui est du "préjugé favorable" pour LO que notre groupe a en effet à un moment montré, nous pensons encore maintenant que le F.O.R. n'a pas eu tort d'espérer que LO donnerait quelque chose d'intéressant puisqu'en 1974, Union Ouvrière scissionnait. Bien entendu, nous savons que,pour vous,U.C. n'a jamais été qu'un ramassis d'"avortons du capital", mais nous jugeons ce qu'a été U.O. différemment de la manière si peu indulgente et si rapide dont vous l'aviez jugée du haut de votre promontoire de "futur parti de la révolution".

Enfin, sur le fait que nous faisons une différence entre Trotsky, le "maître" comme vous dites, et les"trotskystes", les "disciples", une question une seule : faites-vous une différence entre Marx et ceux qui se baptisent "marxistes", entre Lénine et ceux qui se baptisent "léninistes", entre Bordiga et ceux qui se baptisent "bordiguistes" ?

En dernier, vous nous demandiez de nous prononcer sur la caractérisation de la période présente. Bien que nous pensions qu'un adjectif n'a pas un intérêt majeur, nous nous prononçons ici à ce sujet clairement : malgré l'agitation qui s'est déclarée depuis plusieurs années, nous pensons que la période est encore contre-révolutionnaire car rien ne nous indique que la période ait changé dans sa nature.

Voilà, nous pensons avoir épuisé les problèmes que soulevait votre SALUT A "ALARME". Nous ne ferons pas paraître cette présente lettre dans notre journal car, pour le moment, nous ne voulons pas y faire entrer de polémiques entre groupes.

Le 27 octobre 1978,
Salutations communistes
F.O.R.

• Cette partie de votre lettre traite principalement de Trostky et du trotskysme mais avant d'aborder cette question, nous voudrions dire quelques mots de votre idée que "malgré l'agitation qui s'est déclarée depuis plusieurs années... la période est encore contre-révolutionnaire car rien ne nous indique que la période ait changé dans sa nature".

En premier lieu, il serait nécessaire que vous précisiez ce que vous entendez par "période contre-révolutionnaire". Si vous désignez de cette façon une période qui n'est pas encore révolutionnaire, nous sommes d'accord avec une telle idée. Effectivement, "rien n'indique" encore que la révolution soit à nos portes. De fait, avec une telle définition, c'est pratiquement toute la vie du capitalisme (à l'exception d'une courte période qui va de 1917 à 1923) qu'on peut qualifier de "période contre-révolutionnaire". Cependant, en mettant dans le même sac toutes les périodes autres que celles où le prolétariat s'affronte les armes à la main et de façon généralisée à l'Etat capitaliste, on s'interdit de comprendre que dans ces autres périodes, il peut exister des moments où la lutte de classe tend à avancer et se généraliser et d'autres où, au contraire, elle tend à reculer au point de laisser la scène politique entièrement occupée par le jeu interne du capitalisme. Il en est ainsi de la période qui va de 1'épuisement et de la défaite de la vague révolutionnaire du premier après-guerre jusqu'au milieu des années 60. Globalement, pendant toute cette période, c'est le capitalisme qui a l'initiative, qui a les mains libres pour imposer à.la société ses propres "solutions" aux problèmes qui sont posés à celle-ci. C'est ainsi qu'à la suite de la crise économique mondiale de 1929, le prolétariat est incapable de résister au cours vers la guerre impérialiste qui constitue justement la réponse capitaliste à cette crise. Plus : le mécontentement ouvrier qui ne manque pas de se manifester contre la misère que la crise inflige aux travail leurs,s'il est incapable He se transformer en combativité contre le capitalisme, est par contre récupéré par divers secteurs de celui-ci pour mieux encadrer les prolétaires dans la participation à la deuxième guerre mondiale : c'est à la gauche du capital et à 1'"antifascisme" que revient la palme de cette politique dont le prolétariat espagnol a été, comme on l'a vu, une des premières victimes. Voilà ce qu'on peut appeler une "période contre-révolutionnaire" ou, plutôt, de triomphe de la contre-révolution. Or, telle n'est pas, dans notre analyse, la nature de la période présente. Ce que vous qualifiez de simple "agitation" : mai 68, "l'automne chaud" italien et les émeutes d'Argentine en 69, l'insurrection des ouvriers polonais de 1970, l'explosion de grèves "sauvages" et très combatives qui touche même des pays aussi "calmes" que l'Allemagne et la Suède au tournant des années 60 et 70, la reprise actuelle des luttes de classe aux USA, en Allemagne, en Grande-Bretagne ainsi que dans des pays arriérés comme le Pérou et maintenant 1'Iran, tous ces mouvements constituent pour nous (et nous l'avons affirmé depuis 1968) des indices indiscutables du fait que "la période a changé dans sa nature", que le capitalisme n'est plus entièrement maître du jeu et que, de plus en plus, il devra compter avec ce protagoniste dont on avait oublié jusqu'à l'existence pendant des décennies : le prolétariat mondial.

Venons-en à la question du trotskysme : vous affirmez qu'il n'y a pas unanimité dans votre organisation sur cette question : nous pensons qu'il serait très important que vous fassiez connaître publiquement le contenu de vns débats comme les révolutionnaires l'ont toujours fait dans le passé et comme, pour sa part, le CCI le fait chaque fois qu'apparaissent en son sein des divergences politiques importantes. Ceci dit, même celle de vos positions qui se considère la plus critique à l'égard du trotskysme est, de notre point de vue, encore trop timorée. Pour vous, "le trotskysme se rapproche de plus en plus de la contre-révolution". Pour nous, il est dans la contre-révolution. Nous considérons en effet que sa participation au second conflit impérialiste au nom de 1'antifascisme et de la défense de l'URSS marque son passage irrémédiable dans le camp du capitalisme. Dans ce conflit il a complètement abandonné ce qui constitue une des positions fondamentales de la classe ouvrière, l'internationalisme, pour passer corps et âme aux côtés d'un des camps impérialistes, pour participer partout à la "résistance" ou appeler les ouvriers russes à défendre la "patrie socialiste". Et votre façon de faire une distinction entre Trotsky et les trotskystes nous paraît, sur ce point, assez spécieuse.Nous n'identifions pas, nous non plus, Trotsky et les courants politiques qui se réclament de lui. Cependant, les aberrations politiques (du point de vue prolétarien) contenues dans le "Programme de Transition" de 1938 n'ont pas été écrites par un quelconque Mandel, Lambert ou Bois (1), c'est Trotsky lui-même qui y préconise la"défense de l'Etat ouvrier" et la priorité de la lutte "anti-fasciste". Et les contorsions qu'il est obligé de faire entre le début de la guerre mondiale et son assassinat pour, à la fois, encourager les ouvriers anglais à saboter 1'effort de guerre de leur capitalisme et leur demander -au cas qu'il considère probable d'une entrée de l'URSS dans la guerre- de favoriser les livraisons d'armes à l'"Etat ouvrier", ces contorsions illustrent de façon claire la contradiction entre son souci internationaliste et la nature bourgeoise de sa position. Cette contradiction, la plupart de ses compagnons la résolvent en l'alignant ouvertement derrière un des camps. Que, par la suite, certains de ses proches, y compris sa compagne Natalia Sedova, aient rompu avec la"IVe Internationale" et ses positions chauvines comme lui-même l'aurait peut-être fait s'il n'était tombé sous les coups des tueurs de l'"Etat ouvrier", n'enlève rien à l'énorme responsabilité -d'autant plus grande qu'il avait été auparavant un grand révolutionnaire- que Trotsky a porté dans le passage du "trotskysme" à la contre-révolution et qui n'a rien à voir avec les erreurs que Marx et même Lénine ont pu commettre et derrière lesquelles se réfugient les faussaires de tout acabit.

De fait, le FOR n'a jamais été capable de faire une rupture claire avec le trotskysme et de comprendre la nature exacte de ce courant. De la même façon que Trotsky a été incapable de rompre complètement avec la dégénérescence de la révolution en Russie et de la 3e Internationale, dans la mesure où il avait luimême participé à cette dégénérescence, l'appartenance au trotskysme jusqu'à la seconde guerre mondiale des fondateurs du FOR leur a interdit jusqu'à présent de comprendre la nature aujourd'hui contre-révolutionnaire de ce courant,elle-même résultat des positions confuses ou carrément bourgeoises qu'il a véhiculées depuis ses origines et malgré sa propre résistance contre la dégénérescence. C'est ce qui apparaît clairement dans "Pour un second Manifeste Communiste" (1961) où on se contente de relever lé caractère "plus qu'insuffisant", "propre à favoriser les opportunismes face à la contre-révolution stalinienne" et désormais "caduc" du Programme de Transition alors qu'on affirme en même temps que : "En contraste avec la dégénérescence réactionnaire de l'Internationale Communiste, l'Opposition de gauche , qui fut à l'origine de la IVe Internationale, exprimait la continuité idéologique et organique de la Révolution de la même manière que les groupes internationalistes de 1914 face à la corrosion patriotique de la social-démocratie". Malheureusement, la "défense de l'URSS" n'était pas, en 1938, seulement "propre à favoriser les opportunismes" mais bien une position bourgeoise comme l'avait compris la Gauche communiste (italienne, allemande et hollandaise) qui, bien plus que l'Opposition de gauche , "exprimait la continuité idéologique et organique de la Révolution" et dont le"second Manifeste" ne dit pas un iiot.

Cette incapacité du FOR à couper le cordon ombilical avec ses origines trotskystes Ta conduit à commettre des erreurs de taille sur les scissions qui ont pu secouer les groupes trotskystes et dont votre lettre, au lieu d'en tirer les enseignements, au contraire se vante. Ainsi, pour vous, "le FOR n'a pas eu tort d'espérer que LO donnerait quelque chose d'intéressant puisqu'en 1974, "Union Ouvrière" scissionnait". Peut-être considérez-vous que le FOR n'a "pas eu tort" d'écrire à cette occasion (•Alarma* n° 28) que : "la présence d'Union Ouvrière au sein du prolétariat promet de révéler le fait organique le plus positif arrivé en France pour le moins depuis la fin de la guerre jusqu'à aujourd'hui... la constitution d'Union Ouvrière marquera une nouvelle époque dans la régénération du mouvement révolutionnaire en France". Rien que cela ! Quand on connait la pitoyable trajectoire suivie par "Union Ouvrière" depuis cette époque, ballotée entre le "situationnisme" et l'ouvriérisme pour sombrer dans le néant, on devrait pouvoir se rendre compte de l'absurdité (et du ridicule !) des analyses d'alors du FOR. Pas du tout dites-vous ! "Le FOR n'a pas eu tort".

EN GUISE DE CONCLUSION...

Au risque de nous attirer encore le mécontentement du FOR qui trouvera probablement que nous Je "jugeons du haut de notre promontoire", il nous semble nécessaire de mettre en évidence ce qui, de notre point de vue, constitue la base de ses erreurs politiques : l'incapacité de rompre de façon claire et énergique avec la période de contre-révolution que la classe ouvrière a supportée jusqu'au milieu des années 60 et dont elle a commencé depuis à sortir. Cette incapacité se manifeste sur .plusieurs plans :

-son incompréhension de la nature réelle du trotskysme et les illusions qu'il conserve sur ce courant politique, sur sa capacité à constituer un terrain fertile pour l'éclosion d'une pensée révolutionnaire, incompréhension et illusions qui résultent de la rupture incomplète du FOR avec ses origines-,

-son idéalisation des événements d'Espagne auxquels la participation de ceux qui plus tard allaient fonder le FOR ne suffit pas à conférer une nature révolutionnaire ; idéalisation qui, par bien des aspects, s'apparente à celle qu'en font les anarchistes auxquels, d'ailleurs, le FOR fait d'autres emprunts

(suite page 7)

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière; IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est,Chine,Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à le désarmer face à son ennemi de classe.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.